

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- L'expansionnisme russe anti-ukrainien et sa base idéologique « eurasienne » (page 3)
- L'arrière-plan caucasien dans les visées impérialistes sur l'Ukraine (page 12)
- Comment la seconde crise générale du capitalisme modifie la nature de la guerre impérialiste : ce que montre le conflit entre l'Ukraine et la Russie (page 16)
- La crise générale pose le rapport stratégique entre la tendance à la guerre et la résistance-offensive démocratique-populaire (page 20)
- 1914, le modèle du déclenchement de la guerre impérialiste ? Le débat italien de 1993 avec la question de la « photographie » des rapports inter-impérialistes (page 28)
- 1935 - Les tâches de l'IC en liaison avec la préparation d'une nouvelle guerre mondiale par les impérialistes (page 34)
- 1914 – Lénine : De la fierté nationale des Grands-Russes (page 35)
- Tarass Chevtchenko —L'Hérétique (Jean Hus) (page 38)
- L'apologie romantique de Stepan Bandera comme expression d'un nationalisme romancé (page 40)
- La superpuissance américaine assume une hausse des taux d'intérêt pour se relancer, asphyxiant au passage l'économie mondiale (page 43)

Avril 2021

12

Il n'aura guère fallu de temps pour que la crise générale du capitalisme s'accompagne d'un conflit militarisé, d'un affrontement, d'une transformation de l'ancienne politique du rapport de force en guerre impérialiste.

Même la crise sanitaire n'aura pas permis une « pause », une unité au moins de façade.

C'est que ce n'est une situation marquée par une militarisation de la crise, mais bien une période historique caractérisée par la dialectique qui existe entre la crise générale du capitalisme et la guerre impérialiste. La guerre impérialiste est un moyen pour le repartage du monde, un levier qui, tout comme la restructuration, doit forcer les possibilités d'expansion de l'accumulation du capital.

Et les contradictions sont si aiguës qu'il y a une poussée à tous les niveaux afin de contribuer au repartage du monde. En ce sens, au-delà de l'affrontement entre la Russie et l'Ukraine, il y a un affrontement entre la Russie et l'OTAN, c'est-à-dire substantiellement entre la superpuissance américaine et son challenger chinois.

Éditorial

L'irruption de la guerre impérialiste confirme le caractère terrible de la situation. La crise générale, avec la restructuration et la guerre impérialiste, avec la décadence des couches dominantes et des valeurs sociales, s'impose à tous les niveaux. Elle s'empare, dans les faits, de toujours plus d'espaces dans la vie quotidienne des gens sur la planète. Personne ne peut empêcher à une transformation systématique des consciences, des conceptions, des pratiques. Tout le monde se voit, d'une manière ou d'une autre, impliquée dans une transformation de la réalité à tous les niveaux. Les communistes établissent la seule alternative : la révolution mondiale !

vivelemaoisme.org

materialisme-dialectique.com

L'expansionnisme russe anti-ukrainien et sa base idéologique « eurasienne »

Né en 1962, Alexandre Douguine est le principal théoricien nationaliste russe ; il avait notamment fondé en 1993, avec Edouard Limonov, le Parti national-bolchevique. Son importance idéologique est ensuite devenue immense dans la vision du monde de l'expansionnisme russe en général.

Alexandre Douguine fournit en effet les éléments idéologiques justifiant l'ensemble des manœuvres russes pour satisfaire ses ambitions et permettre de former des alliances en ce sens. Et l'idée de base est relativement simple, même si elle est ornée de justifications métaphysiques, religieuses, mystiques, etc.

La Russie ne serait pas un pays, mais un pays continent, où viendrait s'enliser tout ce qui vient des États-Unis. Cela signifie que tout ce qui s'oppose aux États-Unis doit, logiquement, venir s'appuyer sur la Russie, entrer en convergence avec elle.

C'est un appel ouvert aux pays capitalistes de moyenne taille cherchant à s'arracher à l'hégémonie américaine, tels l'Allemagne et la France, mais aussi aux pays semi-féodaux semi-coloniaux, telle la Turquie, l'Iran ou encore la Syrie.

Mais c'est surtout un moyen de s'étendre territorialement, comme avec le Donbass et la Transnistrie.

L'Eurasie ou la Russie comme continent

Dans la conception d'Alexandre Douguine, la Russie aurait été irriguée par les invasions asiatiques et est ainsi devenue porteuse d'une psychologie impériale supra-nationale, de type conservatrice « révolutionnaire ».

Le vaste territoire impliquerait la psychologie de la conquête, de l'expansion, d'une virilité guerrière ; l'existence de multiples communautés au sein de ce vaste territoire s'associerait à l'idée de petites sociétés conservatrices repliées sur elles-mêmes au sein de l'empire.

La Russie, cœur d'un large territoire appelé « l'Eurasie », mêlerait ainsi les religions catholique orthodoxe et musulmane, dans un élan communautaire opposé à l'esprit insulaire de la Grande-Bretagne et des États-Unis, bastion du protestantisme « matérialiste » et individualiste.

Le bien serait porté par la Russie ancrée dans la terre, le mal serait porté par les Anglo-saxons et leur puissance maritime.

Une lecture apocalyptique

La conception « eurasienne » se fonde directement sur le catholicisme orthodoxe avec une insistance très grande sur la dimension apocalyptique. On est, tout comme dans le national-

socialisme, dans la tentative de fournir l'idée d'une révolution totale... mais de manière contre-révolutionnaire.

Voici comment Alexandre Douguine présente sa vision à une revue conservatrice révolutionnaire belge en 1991 :

« Après la *perestroïka*, il adviendra un monde pire encore que celui du prolétariatisme communiste, même si cela doit sonner paradoxal.

Nous aurons un monde correspondant à ce que l'eschatologie chrétienne et traditionnelle désigne par l'avènement de l'Antéchrist incarné, par l'Apocalypse qui sévira brièvement mais terriblement.

Nous pensons que la "deuxième religiosité" et les États-Unis joueront un rôle-clé dans ce processus. Nous considérons l'Amérique, dans ce contexte précis, non pas seulement dans une optique politico-sociale mais plutôt dans la perspective de la géographie sacrée traditionnelle.

Pour nous, c'est l'île qui a réapparu sur la scène historique pour accomplir vers la fin des temps la mission fatale.

Tout cela s'aperçoit dans les facettes occultes, troublantes, de la découverte de ce continent, juste au moment où la tradition occidentale commence à s'étioler définitivement.

Sur ce continent, les positions de l'Orient et de l'Occident s'inversent, ce qui coïncide avec les prophéties traditionnelles pour lesquelles, à la fin des temps, le Soleil se lèvera en Occident et se couchera en Orient. »



L'eurasisme originaire renversé

L'eurasisme n'a pas été inventé par Alexandre Douguine, qui développe son point de vue au tout début des années 1990.

C'est initialement une conception délirante provenant de milieux ultra-conservateurs à la fin du XIXe siècle, comme le moine Constantin Léontiev qui voit en « l'asiatisme » un support à la religion catholique orthodoxe face au monde moderne, alors que l'historien Nikolaï Danilevski pense que ce support se trouve à l'opposé dans le panslavisme (« La Russie et l'Europe », 1869).

Le baron Roman von Ungern-Sternberg tenta, pendant la guerre civile suivant la révolution russe, de former une armée blanche nommée la « division sauvage » au moyen de cavaliers de la partie asiatique de la Russie, dans un syncrétisme orthodoxe-bouddhiste littéralement apocalyptique d'ailleurs soutenu par le Dalaï-Lama.

Puis cet espoir de revivifier le conservatisme russe au moyen d'un soutien extérieur a été développé par des émigrés russes fuyant la révolution d'Octobre 1917 établis en Bulgarie.

Le géographe et économiste Piotr Savitsky, le pionnier de cette idéologie, considérait que l'Eurasie était un « lieu de développement » façonnant un mode de pensée continental, non océanique, les Russes passant dans l'esprit des steppes grâce aux Mongols.

On trouve à ses côtés le linguiste Nikolai Troubetskoï, le théologien Georges Florovski, le critique musical Piotr Suvchinski ; ce groupe publia en 1921 *Exode vers l'Orient*, renversant les arguments anti-bolcheviks des sociaux-démocrates occidentaux. Ceux-ci accusaient les bolcheviks, c'est-à-dire les sociaux-démocrates russes, d'être trop orientaux dans leur approche ; les eurasistes affirmèrent que les bolcheviks ne l'étaient pas assez.



Des émigrés russes à Prague développèrent la même année une conception très similaire, avec la publication commune *Orientations* ; ce fut également le cas de George Vernadsky, le fils de l'immense savant Vladimir Vernadsky, qui devint professeur d'université aux États-Unis.

Après 1991, cette idéologie fut récupérée par le régime post-soviétique... Cependant, l'eurasisme est renversé. Alors qu'initialement il s'agissait de soutenir la Russie en appuyant son propre conservatisme par des aides extérieures, asiatiques, désormais la Russie se veut le bastion du conservatisme prêt à épauler les autres.

Une idéologie impériale

L'eurasisme a un aspect impérial : la Russie serait le seul moyen, de par son poids, de s'opposer au « monde moderne ». Il faut donc se tourner vers elle, d'autant plus qu'elle serait naturellement encline à abriter des communautés très différentes.

L'eurasisme s'oppose ainsi aux affirmations nationales, il est d'ailleurs de ce fait résolument opposé au romantisme slave. Il affirme une logique communautaire, où une sorte d'empire protège ses communautés intérieures vivant selon ses valeurs traditionnelles.

La Tchétchénie, avec son président qui est polygame, revendique son identité islamique précisément au nom d'une telle intégration communautaire dans une Russie « continent ».

Il ne s'agit pas d'une idéologie de type nationaliste classique, mais d'une logique impériale-synchrétiste, ce qui fait que n'importe qui n'importe où en Europe ou en Asie peut prétendre que « sa » communauté doit relever de l'approche eurasienne.



De manière « philosophique », on peut dire que les tenants de l'Eurasie opposent un espace au temps du libéralisme : c'est un anti-capitalisme romantique, une révolte irrationaliste contre le monde moderne.

Le « récentisme », une variante de l'eurasisme

Les « récentistes » sont un aspect de l'idéologie eurasiste. Ce sont des illuminés affirmant que la chronologie historique telle qu'on la connaît est fausse ; les civilisations antiques auraient en réalité existé durant le moyen-âge et c'est au 16e-17e-18e siècles qu'il y aurait eu une réécriture du passé.

Il y aurait ainsi au moins 800 années d'événements en trop ; la guerre de Troie serait en réalité une écriture poétique des Croisades, Jésus aurait été crucifié au 11^e siècle, les Hittites seraient les Goths, Salomon serait le Sultan ottoman Soliman le Magnifique, etc.

Le fondateur du récentisme est le mathématicien russe de haut niveau, Anatoli Fomenko, né en 1945, qui affirme qu'il faut étudier l'histoire au moyen des statistiques, notamment afin d'éviter les « copies fantômes » relatant les mêmes faits historiques de manière « différente ».

Prenant par exemple les textes historiques de la Rome antique et de la Rome médiévale de manière statistique, il les compare et considère par exemple que la première est une « copie » de la seconde.

Et il explique que la falsification de la chronologie historique vise à « cacher » que, jusqu'à la fin du moyen-âge, le monde avait comme base une « horde russe » de type slave et mongole, qui aurait d'ailleurs même colonisé l'ouest américain ! Les Ukrainiens, les Mongols, les Turcs... seraient une composante historique de cette « horde russe ».

Le récentisme, idéologie relativiste jusqu'au délire, est le prolongement de l'eurasisme comme vision « civilisationnelle », où la Russie serait à travers l'Eurasie la vraie porteuse de la civilisation. L'Histoire est réécrite s'il le faut.



ЛАТЕ	20/24/28
МОКАЧИНО	24/28/32
РАФ ВАНІЛЬНИЙ	28/32
ФЛЕТ	30
КАКАО	30
ГАРЯЧИЙ ШОКОЛАД	21/25
МОЛОЧНА ПІНКА	28
ЧАЙ ЗАВАРНІЙ	15/16/20
ЧАЙ НАТУРАЛЬНИЙ	20
100% АРАБІКА	+
ДОДАЙ:	
МОЛОКО 3	СИРОП 4
МЕД	
ВЕРШКИ 4	ЛИМОН 4
МАРШ МЕЛОУ 5	

Le club d'Izborsk et les milieux du pouvoir

L'eurasisme ne réécrit pas seulement l'Histoire passée : il prône des orientations dans le temps présent, ce qui est sa véritable fonction en tant qu'idéologie justifiant l'expansionnisme russe. Un élément-clef est ici joué par le Club d'Izborsk.

Izborsk est une localité du nord-ouest de la Russie où l'on trouve des tumulus slaves du 6^e siècle et une forteresse historique ayant entre le 12^e et le 16^e siècle résisté à huit sièges. C'est un symbole de la « résilience » russe, de son caractère « imprenable ».

Le Club d'Izborsk, qui est très lié à Vladimir Poutine et dont fait partie Alexandre Douguine, est le lieu de synthèse « géopolitique » de l'eurasisme. C'est là où sont produits les conceptions concrètes de l'eurasisme, les objectifs d'un expansionnisme agressif au nom

d'un « traditionalisme technocratique », qui « allie modernisation technologique et conservatisme religieux ».

Le club dit d'ailleurs ouvertement que :

« Le club d'Izborsk est inclus dans des réseaux de pouvoir influents qui lui permettent de diffuser ses idées. En juillet 2019, le président du club, Alexander Prokhanov, a été invité au Parlement pour projeter son film « Russie – Une nation de rêve », dans lequel il promeut sa vision d'une mythologie scientifique et spirituelle nationale.

Le club d'Izborsk est également proche de personnalités clés de l'élite conservatrice, comme l'oligarque monarchiste Konstantin Malofeev ou le directeur de l'agence [spatiale] Roskosmos, Dmitri Rogozin. Enfin, il est proche du cœur du complexe militaro-industriel. Témoin de ces liens, le bombardier à missiles stratégiques Tupolev Tu95-MK, qui a été baptisé Izborsk en 2014. »

Ce club a publié une déclaration à sa fondation en janvier 2013 :

« Afin de prévenir une catastrophe imminente, nous appelons tous les hommes d'État qui apprécient l'avenir de la Russie à agir comme un front patriotique et impérial uni, opposé à l'idéologie libérale de la mondialisation et à ses adhérents qui agissent dans l'intérêt de nos ennemis géopolitiques.

L'aspect le plus important de notre unité est la compréhension correcte de la difficile situation actuelle. La Russie a besoin d'une fusion de deux énergies puissantes issues des idéologies « rouge » et « blanche » du patriotisme russe.

Cette fusion implique l'introduction dans la structure et le système de l'activité de l'État d'un puissant élément de justice sociale hérité de l'URSS, et un retour aux valeurs orthodoxes - spiritualité chrétienne et universalité de la Russie traditionnelle.

Une telle synthèse rendra notre pays et notre puissance invincibles, nous permettra d'offrir à l'humanité une voie universelle de développement social basée sur l'expérience de la civilisation russe. »

Une idéologie d'alliance

Si l'on regarde les idéologies des « républiques populaires » de Donetsk et Lougansk dans le Donbass, elles témoignent dans un mélange de religiosité orthodoxe et de nostalgie « soviétique » sur un mode impérial. Elles sont dans la ligne droite du Club d'Izborsk et de l'eurasisme.

Un militaire français engagé comme volontaire dans les forces armées de la « République populaire » de Donetsk présente de la manière suivante la mentalité des combattants :

« Ici, les fantasmes hégémoniques d'une Russie blanche, d'un empire soviétique, d'une Europe chrétienne sont incompatibles avec la réalité d'un front où se battent ensemble dans la même tranchée des européens, caucasiens, ouzbeks, tatars, tchéchènes, asiatiques, des orthodoxes, musulmans, païens, athées, des communistes, nationaux-bolcheviques, impériaux, cosaques, anarchistes etc. »

Il est du propre de l'eurasisme de considérer que l'idéologie est un moteur idéaliste personnel et que la question concrète est celle d'un « front » anti-libéral. C'est valable au niveau des États : en 2014 a été fondée l'Union économique eurasiatique avec la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie, rejoints par l'Arménie ; les idéologies des États biélorusse, russe et kazakh sont directement « eurasiennes » d'ailleurs.

Ces États se veulent les bastions d'un conservatisme impénétrable à « l'occidentalisme », avec un idéalisme conservateur. Et cet anti « occidentalisme » serait populaire et donc révolutionnaire.

Il n'est pas difficile ici de voir justement qu'en Europe il existe de nombreuses structures « conservatrices » mais « révoltées » qui convergent directement avec l'eurasisme (comme en France La France Insoumise, le PRCF, l'hebdomadaire *Marianne*, Égalité & Réconciliation), ou bien convergent avec malgré des réticences concernant l'Islam (le Vlaams Belang en Belgique, Marine Le Pen en France).

La question de l'alliance avec les républiques séparatistes en Ukraine a cependant amené le premier grand défi.

Alexandre Douguine et la partition de l'Ukraine

Dans une interview de 2014 à une revue conservatrice autrichienne, Alexandre Douguine expliqua que l'Ukraine était condamnée, en raison de l'appel de l'eurasisme pour sa « meilleure » partie.

C'est là très exactement l'idéologie de l'expansionnisme russe aux dépens de l'Ukraine.

Il dit :

« Professeur Douguine, le 1er janvier 2015, l'Union Économique Eurasienne deviendra une réalité. Quel potentiel détient cette nouvelle organisation internationale ? »

L'histoire nous enseigne que toute forme d'intégration économique précède une unification politique et surtout géopolitique. C'est là la thèse principale du théoricien de l'économie allemand, Friedrich List, initiateur du *Zollverein* (de l'Union douanière) allemand dans la première moitié du XIXe siècle.

Le dépassement du "petit-étatisme" allemand et la création d'un espace économique unitaire, qui, plus tard, en vient à s'unifier, est toujours, aujourd'hui, un modèle efficace que cherchent à suivre bon nombre de pays.

La création de l'Union Économique Eurasienne entraînera à son tour un processus de convergence politique. Si nous posons nos regards sur l'exemple allemand, nous pouvons dire que l'unification du pays a été un succès complet : l'Empire allemand s'est développé très rapidement et est devenu la principale puissance économique européenne.

Si nous portons nos regards sur l'Union Économique Eurasienne, on peut s'attendre à un développement analogue. L'espace économique eurasiatique s'harmonisera et déploiera toute sa force. Les potentialités sont gigantesques.

Toutefois, après le putsch de Kiev, l'Ukraine n'y adhèrera pas. Que signifie cette non-adhésion pour l'Union Économique Eurasienne ? Sera-t-elle dès lors incomplète ?

Sans l'Est et le Sud de l'Ukraine, cette union économique sera effectivement incomplète. Je suis d'accord avec vous.

Pourquoi l'Est et le Sud ?

Pour la constitution d'une Union Économique Eurasienne, les parties économiquement les plus importantes de l'Ukraine se situent effectivement dans l'Est et le Sud du pays.

Il y a toutefois un fait dont il faut tenir compte : l'Ukraine, en tant qu'État, a cessé d'exister dans ses frontières anciennes.

Que voulez-vous dire ?

Nous avons aujourd'hui deux entités sur le territoire de l'Ukraine, dont les frontières passent exactement entre les grandes sphères d'influence géopolitique.

L'Est et le Sud s'orientent vers la Russie, l'Ouest s'oriente nettement vers l'Europe.

Ainsi, les choses sont dans l'ordre et personne ne conteste ces faits géopolitiques.

Je pars personnellement du principe que nous n'attendrons pas longtemps, avant de voir ce Sud et cet Est ukrainiens, la "nouvelle Russie", faire définitivement sécession et s'intégrer dans l'espace économique eurasiatique.

L'Ouest, lui, se tournera vers l'Union Européenne et s'intégrera au système de Bruxelles.

L'État ukrainien, avec ses contradictions internes, cessera pratiquement d'exister. Dès ce moment, la situation politique s'apaisera. »

Alexandre Douguine prônait ainsi que les séparatistes pro-russes en Ukraine établissent une « Nouvelle Russie » dans tout l'Est du pays. Ce fut même le plan initial du séparatisme pro-russe.

Toutefois, les défaites militaires amenant une perte de territoire et de ce fait l'incapacité à conquérir la partie orientale de l'Ukraine amena un « gel » en 2015 du projet, alors qu'en novembre 2014 est limogé le gouverneur de la « République populaire » de Donetsk, Pavel Goubarev.

Alexandre Douguine fut parallèlement mis de côté en Russie, considéré comme allant trop loin dans la logique du conflit avec l'occident, nuisant ainsi à une partie des oligarques profitant largement du capitalisme occidental.

Alexandre Douguine au club d'Izborsk

Dans un article du 9 avril 2021 pour le club d'Izborsk, intitulé « La géopolitique de la Nouvelle-Russie sept ans après », Alexandre Douguine formule le point de vue suivant au sujet de la crise du Donbass :

« En 2014, c'est-à-dire il y a 7 ans, la Russie a fait une énorme erreur de calcul. Poutine n'a pas utilisé la chance unique qui s'est présentée après [la révolte pro-occidentale de la place] Maidan, la prise de pouvoir de la junte à Kiev et la fuite de Ianoukovitch en Russie.

Cohérent dans sa géopolitique, le Président n'a pas été fidèle à lui-même cette fois-ci. Je le dis sans aucune réjouissance, mais plutôt avec une profonde douleur et une rage sincère.

Cette occasion manquée a été appelée « Novorossiya » [Nouvelle-Russie, un nouvel « État » dans l'Est de l'Ukraine], « printemps russe », « monde russe ». Sa signification était la suivante :

- Ne pas reconnaître la junte de Kiev, qui avait pris le pouvoir lors d'un coup d'État violent et illégal,
- demander à [Viktor] Ianoukovytch [alors président ukrainien et destitué lors de l'Euromaïdan] de se lever pour restaurer l'ordre constitutionnel,

- soutien au soulèvement dans l'est de l'Ukraine,
- introduction de troupes à la demande du président légitime (modèle Assad),
- établir le contrôle sur la moitié du territoire ukrainien,
- mouvement sur Kiev (...).

Le rejet d'un tel développement était motivé par un « plan astucieux ». Sept ans plus tard, il est clair qu'il n'y avait, hélas, aucun « plan astucieux ». Ceux qui l'ont préconisé étaient des scélérats et des lâches (...).

C'est alors, et précisément pour ma position sur la Novorossiia, que le Kremlin m'a envoyé en disgrâce. Qui dure jusqu'à aujourd'hui (...).

Le projet Novorossiia a été esquissé par Poutine lui-même, mais il a immédiatement été abandonné (...).

La Syrie a été une manœuvre géopolitique réussie et correcte, mais elle n'a en rien supprimé ou sauvé l'impasse ukrainienne. Une victoire tactique a été obtenue en Syrie. C'est bien. Mais pas aussi important qu'une transition vers un effort eurasiatique complet pour restaurer une puissance continentale. Et cela ne s'est pas produit. La Nouvelle-Russie était la clé (...).

Aujourd'hui, après l'arrivée brutale de Biden à la Maison Blanche, les choses sont revenues là où elles s'étaient arrêtées en 2014 (...).

Seule l'armée ukrainienne a pu, en 7 ans, se préparer, se rapprocher de l'adhésion à l'OTAN et élever une génération entière de russophobes radicaux.

Pendant tout ce temps, le Donbass a été dans un état de flottement. Oui, il y a eu de l'aide ; sans elle, il n'aurait tout simplement pas survécu. Mais pas plus que ça (...).

Au cours des 20 dernières années, la Russie a tenté de trouver un équilibre entre deux vecteurs.

- continental-patriotique et
- modéré-occidental.

Il y a 20 ans déjà, lorsque Poutine est arrivé au pouvoir, j'ai écrit que cet exercice d'équilibre serait extrêmement difficile et qu'il valait mieux choisir l'Eurasie et la multipolarité.

Poutine a rejeté - ou plutôt reporté indéfiniment - le continentalisme ou s'en rapproche au rythme d'une petite cuillère par heure. Ma seule erreur a été de suggérer qu'une telle tiédeur ne pouvait pas durer longtemps. C'est possible et c'est toujours le cas. Mais tout a toujours une fin.

Je ne suis pas sûr à 100% que c'est exactement ce qui se passe actuellement, mais il y a une certaine - et très significative - possibilité (...). Je dis simplement que si Kiev lance une offensive dans le Donbass, nous n'aurons pas la possibilité d'éviter l'inévitable. Et si la guerre ne peut être évitée, elle ne peut être que gagnée.

Ensuite, nous reviendrons sur ce qui a été décrit en détail dans le livre « Ukraine. Ma guerre » - c'est-à-dire à la Novorossiia, le printemps russe, la libération finale de la sixième colonne [=« c'est-à-dire les libéraux au pouvoir, les oligarques et une partie importante, sinon la majorité, de l'élite russe qui, bien que formellement loyale au cours patriotique du président Poutine, est organiquement liée à l'Occident], la renaissance spirituelle complète et finale de la Russie.

C'est un chemin très difficile. Mais nous n'avons probablement pas d'autre issue. »

Pas d'espace pour l'Ukraine

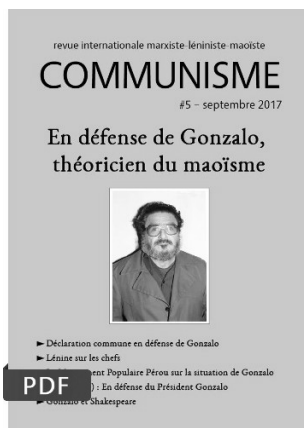
La ligne dure appliquée par la Russie au début avril 2021 indique un retour à la ligne d'Alexandre Douguine. On est dans une perspective annexionniste agressive, plus dans une temporisation comme choisie en 2014. C'est bien évidemment la crise générale qui est la source du renforcement de la fraction la plus agressive de l'expansionnisme russe.

Et dans une telle approche eurasiste, l'Ukraine n'a pas le droit à l'existence, pour deux raisons.

La première tient à ce que dans une perspective purement « eurasiste », l'Ukraine est une petite Russie, une annexe, qui ne peut exister face au « libéralisme » que comme communauté inféodée à l'État-continent. L'expansionnisme russe peut en fait légitimer n'importe quelle subversion en prétendant que les forces « saines » prennent le dessus et qu'il s'agit de les soutenir – en attendant la suite.

La seconde, c'est que la nature nationale ukrainienne n'est finalement qu'une sorte d'accident, de malentendu, la Russie étant le véritable noyau civilisationnel authentique.

La Russie-continent s' imagine ainsi avoir une vocation expansionniste naturelle, allant de l'Atlantique à l'Oural. Et l'Ukraine est sur sa route. ■



Communisme,
revue pdf marxiste-léniniste-maoïste internationale

L'arrière-plan caucasien dans les visées impérialistes sur l'Ukraine

La Russie joue, au sein du bloc en voie de constitution autour de la Chine, le même jeu perturbateur que la Turquie dans celui formé autour des États-Unis d'Amérique. Dans les deux cas ce sont des expansionnismes, qui sont en décalage avec le déploiement des puissances impérialistes plus avancées. Et il y a acceptation de cette infériorité, pour tenter d'en faire une force, avec une approche agressive, en profitant de la dimension monopoliste.

Concrètement, la Russie comme la Turquie ont accumulé dans le capitalisme suffisamment de moyens pour être en mesure de penser qu'elles peuvent peser, ou du moins tirer leur épingle du jeu dans la violente confrontation impérialiste qui se développe. Elles le pensent d'autant plus qu'il s'agit là de puissances frustrées qui se flattent d'un passé militaire « glorieux » qui appuie aujourd'hui le déploiement toujours plus important d'un complexe militaro-industriel en leur sein.

Pour les régimes en place dans ces pays, c'est même là le seul véritable intérêt de l'approfondissement du mode de production capitaliste, tout relatif qu'il soit. Ce ne sont pas les principaux protagonistes, que sont la superpuissance américaine et son challenger chinois.

Pour autant, ce sont des obstacles aux uns et aux autres. Ainsi, en ce qui concerne la Russie, le fait que ce pays soit entré dans l'orbite de la Chine le place droit dans la ligne de mire de l'impérialisme américain, par la voie de l'OTAN. Démolir la Russie, ce serait porter un rude coup à la Chine, même indirectement.

Inversement, du point de vue de son expansionnisme, la priorité pour la Russie est aussi de tenir éloigné autant que possible les forces de l'OTAN. C'est ce qui explique son agressivité à ses frontières : dans les pays baltes, en Ukraine et dans le Caucase en particulier.

Pour autant, la Russie n'est pas non plus totalement alignée sur la Chine. C'est inévitable, de par le développement inégal et l'universalité de la contradiction ; on voit pareillement les frictions de la Turquie avec les États-Unis, alors que de par le passé l'alignement était parfait.



En l'espèce, le régime russe considère ainsi que son alliance avec la Chine passe par sa capacité à contrôler notamment le déploiement de la présence chinoise le long des « Nouvelles Routes de la soie ». C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'acharnement russe à maintenir une présence au Tadjikistan, verrou de l'Asie centrale, en Mer Caspienne, sur la Mer Noire, voire en Méditerranée orientale.

Il y a ici une espèce de volonté d'envelopper la présence chinoise sur ses axes de déploiement, sans la confronter directement, mais en installant à ses bords de puissants moyens militaires de pression éventuels.

Les effets de cette confrontation sont dévastateurs pour les pays visés par cet expansionnisme. Dans le Caucase, la Russie s'appuie ainsi sur ses bases en Arménie, à Gyumri notamment, où est stationnée la 102e armée, avec un potentiel de 15 000 hommes, et maintenant au Karabagh arménien, avec une force d'occupation de 5 000 hommes. Il y a là de quoi peser lourd sur la situation militaire au Sud-Caucase, notamment en exerçant directement une pression sur l'Azerbaïdjan.

Plus délétère encore, la Russie exerce depuis 2008 une énorme pression sur la Géorgie en occupant directement deux districts peuplés de minorités nationales : l'Ossétie du Sud (sur la route militaire du Caucase, à portée de la grande base militaire de Vladikavkaz) et l'Abkhazie, sécessionniste depuis 1992, et réoccupée par la Russie de facto depuis 2008.

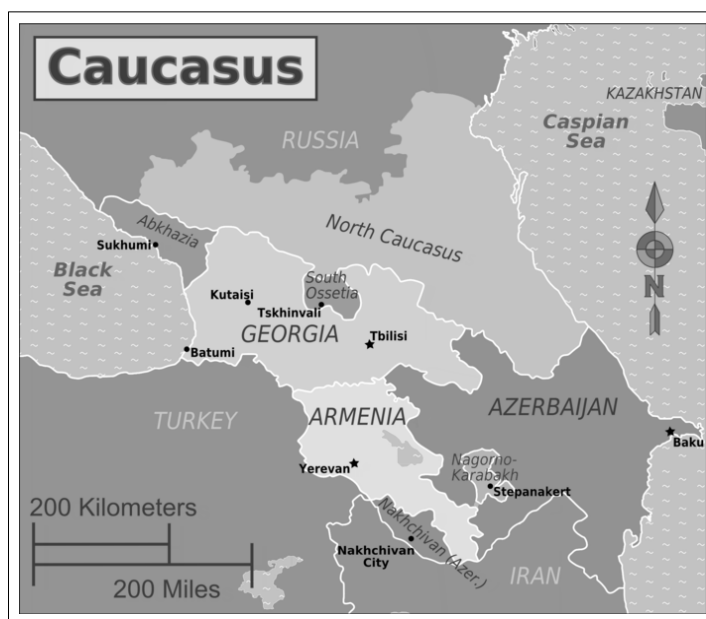
Cette occupation militaire a entraîné le déplacement de plus de 120 000 personnes et fait l'objet d'un litige à la Cour Européenne des Droits de l'Homme de Strasbourg, qui a rendu le 21 janvier 2021 un Arrêt reconnaissant l'accusation d'occupation, mais se contentant de demander à la Russie d'organiser une enquête sur des violations supposées des Conventions internationales dont la Russie est signataire.

L'Abkhazie a fait au cours de la dernière décennie l'objet d'un renforcement de la présence militaire russe : installation d'une puissante base à Gauduta, reliée par le rail à Sotchi, avec des blindés T90 et le déploiement du système contre-missile S-4 Triumph (supérieur au « Patriot » américain), en mesure à la fois de bloquer des missiles et de riposter, avec une puissance de feu de 160 missiles, en mesure d'accrocher 80 cibles en même temps. En outre, la Géorgie accuse régulièrement Moscou d'y entreposer des armes chimiques et biologiques.

Cet armement redoutable appuie les interventions russes en Ukraine et même en Syrie, depuis l'aéroport de Soukhoumi-Dranda, en pleine rénovation, qui a ouvert des liaisons vers le Venezuela, le Nicaragua et la Syrie notamment. Le fait que la base de Gauduta et l'aéroport de Soukhoumi-Dranda jouent un rôle majeur dans le commerce clandestin d'armement sous contrôle russe est aussi un secret de polichinelle. Cela d'autant plus que la base de Gauduta permet un décollage au ras de flot d'appareil de chasse, ce qui limite leur détection aux radars et permet un appui considérable pour les possibles agressions russes, notamment sur l'Ukraine.

Il est probable que les forces armées locales soient entièrement passées sous contrôle russe, comme cela est le cas en Ossétie, au moins en ce qui concerne les forces aériennes. Toutefois, le soutien de la population et du régime en place à Moscou n'est pas total. Le régime essaye de tisser des liens vers la Turquie par exemple, et on a pu voir des voix critiquer le rapprochement opéré avec la Corée du Nord, voulu par Moscou.

De même, le président pro-russe Raul Khadjimba est renversé quasiment par un coup d'État en janvier 2020, au point que cela suscite de vives inquiétudes au Kremlin. Mais son successeur,



Aslan Bjanias, qui prend ses fonctions dans des circonstances rocambolesques (il tombe mystérieusement dans le coma durant deux mois durant lesquels il est hospitalisé dans un hôpital russe) accroît encore davantage l'annexion de fait avec la Russie : la double citoyenneté doit être reconnue, le principal monastère orthodoxe de la République doit être rattaché à l'Église de Russie, les contrôles douaniers avec la Russie sont encore allégés. Aslan Bjanias lui-même a d'ailleurs la double citoyenneté russe et il a voté en faveur de la modification constitutionnelle devant autoriser Vladimir Poutine à occuper le pouvoir jusqu'en 2036.

La Géorgie de son côté refuse de reconnaître cette occupation de ses districts, et a minima pousse à reprendre le contrôle sur les communautés géorgiennes restées sur place. Pour Moscou, il s'agit de maintenir une instabilité permanente afin d'empêcher tout rapprochement effectif avec l'OTAN, bien que l'engagement pro-américain des forces armées géorgiennes est de facto très avancé.

Il suffit de relever à ce titre que l'autoroute reliant l'aéroport de la capitale, Tbilissi, à celle-ci porte le nom de George W. Bush, et est ornée des portraits de ce président lorsque l'on arrive, pour comprendre à qui on a affaire avec le régime local. Mais cela se heurte aussi en partie aux intérêts chinois.

L'Azerbaïdjan et la Géorgie sont respectivement les 3^e et 4^e pays ayant reçu le plus d'investissement dans le cadre de la diplomatie des « Nouvelles routes de la soie ». La Géorgie intéresse la Chine à plus d'un titre. Sa position géographique lui confère le rôle de troisième axe vers l'Europe, outre celui suivant la Sibérie, jusqu'à Moscou et l'Europe centrale et celui par l'Iran et la Turquie. Ici, il s'agit de contre-balancer l'importance de la Russie et de l'Iran dans le déploiement de l'impérialisme chinois, d'autant que cet axe, liant l'Azerbaïdjan à la Géorgie, a le mérite de passer par des États plus faibles.



La Géorgie est aussi le seul pays du Caucase à avoir signé un DCFTA (Deep and Comprehensive Free Trade Agreement), un accord de libre-échange, avec l'Union Européenne et même avec les États-Unis d'Amérique. La Chine a ainsi pris le contrôle de 75% de la zone industrielle du port de Poti et a lancé le projet d'une vaste plateforme logistique dans la ville de Koutaïssi, la seconde agglomération du pays. Le site en lui-même se situe sur l'axe Bakou-Poti que cherche à développer la Chine sur le plan commercial, et rencontre par ailleurs le corridor énergétique de l'Oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, reliant Bakou les hydrocarbures d'Azerbaïdjan à la Turquie.

Le contrôle de Koutaïssi verrouillerait donc totalement les circulations de marchandises la région sur tous les plans, d'autant que Koutaïssi est aussi un nœud des échanges entre la Russie et l'Iran. Un aéroport international y a ainsi été inauguré en 2012 et le parlement géorgien y a transféré ses activités. Il est à noter que le renforcement de cet axe participe à isoler encore davantage l'Arménie, totalement exclue de ces échanges et de ces axes, ce qui la constitue en « point faible », à la merci de toutes les manœuvres, comme l'illustrent justement les pressions turques et russes qui s'exercent sur ce pays.

La présence chinoise croissante en Géorgie a pour effet de la garantir jusque là d'une agression russe de plus grande envergure. En 2008 par exemple, la Chine avait ainsi communiqué dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai, soit l'alliance militaire avec la Russie, sur

son opposition à toute annexion franche de l'Ossétie et à rechercher une solution diplomatique. En réponse à ce soutien, la Géorgie est totalement alignée sur la position chinoise concernant Taïwan.

Il y a donc là un sac d'embrouilles impérialistes potentiellement explosif.

La Géorgie est dans le secteur le point le plus stratégique des intérêts chinois. Pour l'impérialisme américain, cherchant à se confronter avec la Russie, le choix ne peut se porter que sur l'Ukraine ou la Géorgie, liée l'une comme l'autre à l'OTAN et à l'UE. Mais pour repousser la présence de l'OTAN, la Russie ne peut se déployer qu'en Arménie ou en Ukraine. La première étant déjà à sa botte, il ne reste que l'Ukraine.

La Russie dispose du précédent de l'Ossétie et de l'annexion de la Crimée, et plus indirectement du Karabagh, pour lui faire espérer un coup de force rapide et un gain limité mais tenable, en mesure d'occuper un espace « gris » selon les vues géopolitiques des impérialistes, ne heurtant frontalement ni les intérêts de l'OTAN, ni ceux de son allié chinois dont la présence dans la région est de plus en plus pesante.

Reste que vu de l'OTAN, un conflit en Ukraine aurait le mérite à la fois de se confronter à la Russie directement, sans pour le moment atteindre frontalement les intérêts chinois.

Pour les peuples d'Ukraine, de Géorgie et plus largement du Caucase et de la mer Noire, c'est là un mortel engrenage qui les emportera tous, sauf si un mouvement populaire international puissant et décidé se dresse pour enrayer l'infamie marche à la guerre dans laquelle l'impérialisme précipite la région. ■

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- La crise générale du capitalisme n'a été « avant », ni « après », ni « cause », ni « conséquence » (page 3)
- Crise générale et guerre impérialiste : le chef d'état-major de l'armée de terre française annonce les conflits militaires potentiels pour 2030 (page 5)
- Quel est ce que la crise générale du capitalisme ? (page 7)
 - La « crise » de crise
 - La première crise générale du capitalisme déclenchée par l'Internationale Communiste
 - La « crise » de crise d'un capitalisme « rétro »
 - L'aggravation du capitalisme de crise de la première crise
 - La décadence de la modernisation du capitalisme
 - La seconde crise générale du capitalisme
 - La troisième « crise » de crise
- La « crise » de crise : la « crise » de crise, déclenchée de la crise de 1929, régression de la crise générale de l'après de crise d'industrialisation (page 30)

JUN 2020

3

- Les PIB belge et français en 2020 : une dette budgétaire impliquant la restructuration capitaliste (page 8)
- Les contours militaires des prochains conflits impérialistes et la substance de la guerre populaire au 21^e siècle (page 6)
- Le capital « commercial » dans la seconde crise générale du capitalisme (page 11)
- La restructuration, terrain contradictoire de l'affrontement élémentaire à l'exemple de la séquestration en France (page 21)
- L'industrie de la reproduction humaine illustre une « énième » facette de la seconde crise générale du capitalisme (page 27)
- Colonel Walter Alasia (1903) : Crise du mode de production capitaliste, entraînée ouverte (page 31)
- Les « éléments » de compréhension de la domination du 24 heures sur 24 du capitalisme chez Marx (page 36)
- La Norvège-Cabdonie, un pays semi-féodal, semi-colonial secoué par la seconde crise générale du capitalisme (page 39)
- Staline sur l'utilisation des processus économiques, des lois économiques (page 54)

JANVIER 2021

8

Comment la seconde crise générale du capitalisme modifie la nature de la guerre impérialiste : ce que montre le conflit entre l'Ukraine et la Russie

Il existe une formule très connue, formulée par l'Allemand Carl von Clausewitz (1780-1831) et régulièrement employée telle une formule magique :

« La guerre n'est que la simple continuation de la politique par d'autres moyens. »

Cette formule est bien évidemment erronée de par son caractère unilatéral. Elle possède cependant sa dignité, car elle relève une part de vérité : en effet, la guerre est un moyen militaire de faire avancer des buts politiques qui, sans pression armée, paraissent inatteignables.

Si l'on veut dire par là qu'il n'y a pas de frontière en soi entre la politique et la guerre, alors c'est tout à fait juste. L'Histoire est l'histoire de la lutte des classes et chaque classe mène sa politique, faisant passer un cap à celle-ci pour la réaliser, en utilisant les armes. La révolution française fut ainsi la simple continuation de la politique bourgeoise, au moyen de la guerre.

Cependant, de manière dialectique, la politique et la guerre ne sont pas seulement interchangeables, ce sont également des phénomènes antagoniques. Il faut alors cerner quand est-ce que ces pôles sont interchangeables (et comment), quand est-ce qu'ils ne le sont pas (et pourquoi). La citation de Carl von Clausewitz ne répond ainsi ni aux exigences du matérialisme dialectique, ni du matérialisme historique.

La question de la seconde crise générale du capitalisme permet de saisir ce rapport entre la politique et la guerre, car ce rapport voit justement sa forme modifiée. La guerre devient, en raison de la nécessité de la bataille pour le repartage du monde, une obligation historique. Elle n'est plus un prolongement, une poussée du politique à



travers des moyens violents. Elle est autre chose, à savoir un phénomène historiquement transcendant.

Avec la crise générale du capitalisme, on doit bien plutôt dire, à la place de la citation originale, que :

« La politique n'est que la simple continuation de la guerre par d'autres moyens. »

Quelle est la différence ?

Dans le cas où l'on dit, comme dans la citation originale, que la guerre n'est rien d'autre que la continuation de la politique par d'autres moyens, on a une guerre qui est possible, mais non nécessaire. Dans l'autre cas, la guerre est inévitable et ce qu'on appelle politique n'est qu'une forme de guerre non armée.

La guerre entre l'Ukraine et la Russie reflète parfaitement cela.



Lorsque les troupes russes se sont accumulées à la frontière de ces deux pays, l'ensemble des commentateurs a affirmé que c'était une escalade militaire, mais que le risque de la guerre restait faible, que c'était un moyen de faire pression, d'impressionner. Même dans les cas où la guerre a été considérée comme possible, il n'a pas été considéré qu'elle était inévitable.

C'est-à-dire que les commentateurs ont dit que la guerre (possible) était la simple continuation de la politique russe, que tout dépend, en définitive, de la politique russe, des moyens pour elle de progresser. La guerre était une option et seulement une option.

Inversement, un regard matérialiste dialectique ne prend pas la question ukrainienne de manière figée à l'instant T, pas plus qu'elle ne fait des évaluations géopolitiques, des situations intérieures spécifiques à l'Ukraine et la Russie, avec éventuellement des contestations, des élections, le rôle de telle ou telle figure politique, etc.

Tout cela est pris en compte, bien entendu, mais l'aspect principal tient à la tendance historique. Or, la crise générale du capitalisme implique la fin d'un développement « normal » et un nécessaire repli agressif afin de mener bataille pour le repartage du monde.

Partant de là, la Russie amassant des troupes à la frontière ne fait pas qu'aller à une guerre possible, elle est déjà dans la guerre. Le noyau même de la démarche vise la suprématie militaire. La politique n'est qu'un vecteur de cet objectif militaire.

C'est pour la même raison que, dans le cadre de la première crise générale du capitalisme, l'Internationale Communiste affirmait dès le milieu des années 1930 que la guerre impérialiste était inévitable. Ce n'était pas le fruit d'une analyse « géopolitique », même si évidemment l'URSS devait prendre cela en compte, et l'a fait magistralement en évitant d'avoir à affronter seule l'Allemagne nazie. C'était le fruit d'une analyse matérialiste historique.

Tout régime capitaliste monopoliste subordonne la politique à son besoin historique de conquête militaire. Son projet est total : celui d'une domination complète, de manière systématique, se généralisant au monde entier.

Il faut d'ailleurs souligner ici l'importance d'une compréhension non-linéaire du processus historique. L'expansionnisme russe existe en effet avant le déclenchement de la seconde crise générale du capitalisme, en mars 2020 ; la guerre en Ukraine date quant à elle de 2014, avec alors le séparatisme au Donbass.

Et la question n'est pas que l'expansionnisme russe aurait connu des changements avec la crise générale, même si c'est inévitable ; elle ne porte pas non plus sur le fait que l'expansionnisme russe, s'appuyant sur un capitalisme monopoliste, soit plus agressif en cas de crise, même si c'est le cas.

Cela est vrai, mais en même temps improprement dit, car la crise générale a comme source un mouvement général du capitalisme au capitalisme monopoliste. La crise est, si l'on veut, présente avant même qu'elle ne le soit.

C'est un grand paradoxe, tout à fait saisissable lorsqu'on s'appuie sur le mouvement dialectique des phénomènes. La crise générale ne tombe pas du ciel, elle ne relève pas d'une création, elle est produite... Et ses producteurs sont forcément porteurs de la crise générale.



Le capitalisme monopoliste russe a contribué à la crise générale, tout autant que la déforestation, la superpuissance américaine, les impérialismes belge et français, le développement du capitalisme chinois visant à établir une superpuissance, etc.



Et, pour cette raison, tous ces phénomènes portaient la crise générale avant qu'elle ne se forme, telle une vague se formant lentement mais sûrement.

Cela ne doit pas surprendre : si des communistes ont pu, en Belgique et en France, comprendre l'ampleur de la crise se déclenchant en mars 2020, c'est qu'ils l'ont anticipé historiquement. Et s'ils l'ont anticipé, c'est soit par un pur

hasard... soit parce qu'ils ont été portés par la vague montante de la crise, que leur maturité reflète celle d'une époque.

Des phénomènes relevant de la crise générale du capitalisme ouverts en mars 2020 peuvent ainsi se produire avant, et c'est même inévitable puisque la crise est le produit dialectique du mouvement historique. Y a-t-il d'ailleurs ici un sens à ce que les révolutions russe et chinoise se soient produites dans le pays respectivement le plus grand et le plus peuplé ? C'est possible, mais on ne peut le savoir qu'avec un recul immense, avec un point de vue planétaire unifié, voyant cela bien après, comme produit historique justement.

De manière plus concrète, on peut simplement dire que les tensions extrêmes portant la guerre dans son aspect inévitable ont une base historique, qui donc forcément proviennent d'une accumulation historique datant d'avant le déclenchement de la crise. La crise, c'est la guerre, et la guerre c'est la crise, or la crise provient d'une situation d'avant la crise, donc la guerre aussi.

D'où le fait que la Russie s'en prenne à l'Ukraine, et non pas à l'Espagne ou bien la Mongolie. On est dans une continuité historique... une continuité qui est en même temps déchirée par la crise.

C'est ce qui explique la difficulté dans la question du caractère non-linéaire de l'histoire, qui concerne le fait qu'un événement relevant de la crise générale du capitalisme puisse se produire avant celle-ci. On a tendance à penser qu'un phénomène est le même... alors qu'il a changé de nature et que même avant, il n'était déjà plus lui-même.

C'est peut-être même toute cette complication dans la confrontation entre l'Ukraine et la Russie qui a fait que la crise générale dans son aspect militaire devait s'exprimer de manière si rapide, si directement sur ce plan. ■



La crise générale pose le rapport stratégique entre la tendance à la guerre et la résistance-offensive démocratique-populaire

Il faut bien avoir en tête que la crise générale du capitalisme, c'est en fait concrètement la crise générale de l'impérialisme. Cela comporte tout à la fois un élément de modernisation-restructuration, et à la fois un élément de fuite en avant, les deux étant en réalité liés à l'autre formant dans leur spirale le cœur même de la crise.

Et comme il a été souligné dans le numéro 9 de Crise, il serait erroné de réduire la restructuration à l'infrastructure : c'est aussi, et surtout, un nouveau rapport entre l'État et les masses populaires. C'est ce nouveau rapport qui favorise la fuite en avant, dont le moteur est la tendance à la guerre.

Voici ce qu'affirme le document stratégique de 56 pages « Actualisation stratégique 2021 » du Ministère français de la Défense, qui présente la stratégie de l'impérialisme français au regard des évolutions depuis 2017 :

« Les Européens ont commencé à redresser leurs budgets de défense, qui demeurent cependant inférieurs à ceux de certaines puissances régionales. Toutefois, la crise économique qui se profile pourrait sévèrement affecter cette remontée. [...] À cet égard, la volonté affichée par une large majorité de nos alliés au sein de l'OTAN de **maintenir la croissance de leur effort de défense, en dépit de la crise économique**, est un signe positif qu'il conviendra de confirmer dans la durée. »

La guerre au centre de la première crise générale

La question de la Guerre comme enjeu déterminant des révolutionnaires forme la base même de la social-démocratie du début du XXe siècle. Du moins, tel fut le cas dans le centre idéologique du marxisme européen de cette époque : l'ère d'influence allemande.

Lorsque Lénine publie « l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme » en 1917, il établit l'analyse marxiste, donc juste, d'une nouvelle époque.

Mais c'est une réflexion qui anime plusieurs marxistes de l'époque, comme Rosa Luxembourg dans son ouvrage « l'Accumulation du capital » publié en 1913, « Le capital financier » publié en 1910 par le marxiste autrichien Rudolf Hilferding, etc.

Mais ces deux auteurs font l'erreur de considérer la guerre comme relevant de menées « extérieures », « néo-coloniales », portées par une superstructure, « le militarisme ». Il y a négation de la tendance interne à la contradiction.

Lénine rectifie les choses . Le repartage du monde est une expression objective d'une tendance à la base du capitalisme, devenu monopoliste :

« Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices ; et ils le partagent "proportionnellement aux capitaux", "selon les forces de chacun", car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production marchande et de capitalisme.

Or, les forces changent avec le développement économique et politique; pour l'intelligence des événements, il faut savoir quels problèmes sont résolus par le changement du rapport des forces; quant à savoir si ces changements sont "purement" économiques ou extra-économiques (par exemple, militaires), c'est là une question secondaire qui ne peut modifier en rien le point de vue fondamental sur l'époque moderne du capitalisme.

Substituer à la question du *contenu* des luttes et des transactions entre les groupements capitalistes la question de la forme de ces luttes et de ces transactions (aujourd'hui pacifique, demain non pacifique, après-demain de nouveau non pacifique), c'est s'abaisser au rôle de sophiste.

Le capitalisme monopoliste, c'est l'incapacité de résoudre pacifiquement le développement inégal

Avec la transformation du capitalisme de libre entreprise en un capitalisme monopoliste, une nouvelle ère s'ouvre. C'est l'ère de l'impérialisme, contenant en son cœur le partage du monde entre grandes puissances monopolistes, puis une tendance inéluctable au repartage.

Prenant l'exemple du partage du marché électrique entre la Société générale électrique (Allemagne) et Général Electric (États-Unis), Lénine remarque :

« Mais ce partage du globe entre deux trusts puissants n'exclut certes pas un nouveau partage, au cas où le rapport des forces viendrait à se modifier (par suite d'une inégalité dans le développement, de guerres, de faillites, etc.) »

L'inégal développement est à la base de la tendance au repartage : le capitalisme monopoliste est bien incapable de résoudre ce problème sur une autre base que guerrière. Lorsque l'inégalité de développement prend un tour antagonique, au cœur même des rapports entre puissances impérialistes, s'ouvre l'époque du repartage généralisé du monde.

Cet inégal développement forme alors un maillon faible dans la chaîne impérialiste, appelé à devenir le centre du processus révolutionnaire. Lénine expliquait comment la Russie était devenue ce maillon faible à la veille de 1914. La désorganisation productive induite par la guerre ne pouvait que rendre antagoniques les contradictions, cela fut le cas tout au long de l'année 1917.

En Chine, dans le cadre de la guerre de résistance à l'impérialisme Japonais, Mao Zedong approfondira la voie léniniste d'opposition à la guerre par la guerre populaire, avec la formation d'une armée populaire et de bases populaires territoriales. L'expérience grecque juste après 1944-1945 suit cette même dynamique.

Le rapport historique du mouvement ouvrier à la guerre

Que cela soit dans les années 1930-1940, 1950-1960, 1980-1990, le mouvement ouvrier s'est toujours organisé en fonction de la Guerre. Il n'est pas difficile de remarquer que ce sont là les conjonctures typiques de relance d'une dynamique populaire sur la base d'une interprétation révolutionnaire de la tendance à la guerre dans l'impérialisme.

D'ailleurs malgré la grande trahison de 1914, le mouvement ouvrier européen postulait une opposition à la Guerre, formant justement le lit des analyses quant à la nature du militarisme dans la nouvelle époque capitaliste.

Henri Barbusse, grande figure intellectuelle française du pacifisme et de l'internationalisme des années 1920-1930, s'est mobilisé en 1914 sur la base du rejet du militarisme allemand. On saisit ici tout le caractère révisionniste des interprétations du militarisme comme « effet politique », « volonté » de la bourgeoisie, et non comme tendance interne au capitalisme monopoliste.



Dans les années 1930, le principe tactique de Front populaire a été énuméré sur la base d'une défense des valeurs démocratiques, et de pacifisme. Le mot d'ordre du Front populaire en France « Pain, Paix, Liberté » en est l'expression, visant à dénoncer les menées guerrières consubstantielles au fascisme.

Dans les années 1950, les menées militaristes américaines ont provoqué de vastes oppositions, encadrées par le PCF et son mouvement satellite, le Mouvement de la paix. Il y eut par exemple cette grande manifestation le 28 mai 1952 contre la venue du général Ridgway à Paris, alors dirigeant de l'OTAN et suspecté d'utiliser des armes bactériologiques dans la guerre de Corée. Une manifestation violente, avec deux ouvriers communistes tués, plusieurs blessés, et plus de 300 blessés dans la police.

La transformation des partis communistes européens en succursales du révisionnisme après 1953 a fait s'éteindre l'opposition à la guerre, sur une base réellement démocratique.

On sait combien la problématique du rapport entre la guerre et la paix à la sortie de la Seconde Guerre mondiale a formé un espace politique et idéologique à la formation du révisionnisme.

Le lancement de la révolution culturelle en Chine en 1966 et les guerres de libération nationale dans les pays dits du « Tiers-Monde », ont permis le rétablissement d'une orientation révolutionnaire, donc anti-guerre.



Cette vague est à son apogée dans les années 1980, lorsque les différentes poches de la guérilla ouest-européenne orientent leurs activités contre le complexe militaro-industriel et les bases militaires de l'OTAN, alors que les tensions sont énormes avec le social-impérialisme soviétique ; c'est là une récupération de l'héritage communiste du début des années 1950.

La seconde crise générale fait ressortir la question centrale de la Guerre

Au regard du déclenchement de la seconde crise générale, on peut avancer que les années 2000 ont finalement été l'époque du lessivage idéologique et politique des grandes traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier. Cela est visible dans l'abandon des principes de pacifisme et d'internationalisme, et plus généralement de suivi de la tendance à la guerre.

Ni l'intervention au Mali en 2013, ni celle en Libye en 2011, ni la participation militaire de la France aux bombardements en Syrie en 2018, n'ont fait émerger une opposition populaire organisée contre la guerre.

Cela n'est pourtant pas une chose impossible, comme l'atteste l'opposition à la première guerre du Golfe ayant fait se mobiliser près de 500 000 personnes le 12 janvier 1991, quelques jours avant l'opération « Tempête du désert ». Cela fut vérifié encore dans les manifestations dans le cadre des guerres en Yougoslavie (1991-1998), puis lors de la seconde guerre du Golfe en 2003.

Mais, les principes acquis du mouvement ouvrier ont été écartés au profit de la vision américaine des droits individuels et des minorités, que l'on a coutume d'identifier comme le post-modernisme.

Or, l'irruption de la seconde crise générale dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19 rappelle un élément déterminant, et minimal, de la Gauche : la crise économique est le vecteur de tensions militaires entre grandes puissances.

Et cela n'a rien à voir qualitativement avec les conflits précédents, des années 1990-2000. Les conflits de la décennie 1990 ont été le prétexte au redéploiement de la sphère d'influence américaine. Les années 2000, sont le reflet du maintien des positions de chaque impérialiste dans sa zone d'influence.

Les années 2020-2030 sont l'ère du repartage, l'ouverture d'une époque de transformation de la compétition entre monopoles, en guerre tout court pour le repartage général des sphères d'influence.

Le document du Ministère de la Défense, « Actualisation stratégique 2021 », est à ce titre très clair : « *dégradation avérée du contexte stratégique* », du « *développement des politiques de puissance russe et chinoise* », de « *l'Europe et de la France au risque du déclassement stratégique* », de « *l'ambition 2030 : poursuivre la remontée en puissance* », etc. Il y est constaté :

« La contestation de l'ordre international conduit les puissances à une compétition multidimensionnelle s'étendant à tous les champs de confrontation. Qu'il s'agisse de la Russie ou de la Chine, le retour de la compétition stratégique et militaire est désormais assumé. »

De fait, la réalisation-concrétisation de la tendance objective, incompressible, de la Guerre contient en elle, la réalisation-concrétisation de la théorie révolutionnaire. C'est pourquoi Mao a dit que « sans une armée populaire, le peuple n'a rien ».

La question du complexe militaro-industriel

En France, la naissance des manufactures d'armes date du XVII^e siècle, afin de répondre à la « professionnalisation » de la guerre. La guerre de trente ans (1618-1648) a été un conflit au centre de la modernisation des armées, et donc de la perfection d'un État moderne. C'est au cœur de cette vaste machinerie naissante que la bourgeoisie a trouvé son essor politique, économique, historique.

Mais, il faut attendre le triomphe complet de la bourgeoisie dans la direction de la société, la transformation de l'infrastructure en conséquence, pour que le capitalisme, devenu impérialiste, bâtisse un énorme ensemble industriel au service des besoins de la guerre.

Lors de la première guerre mondiale, lorsque le capitalisme monopoliste est entré en correspondance avancée avec l'État, formant un capitalisme monopoliste d'État, l'industrie a vu naître des ensembles industriels boostés par les commandes pour l'armée. L'exemple du char d'assaut Renault est connu, permettant l'essor de l'entreprise dans les années 1920 vers l'automobile de masse.



Dans une interview en 2019, Arnaud Montebourg, ancien ministre du Redressement productif et de l'économie sous la présidence de François Hollande (2012-2017), ce vrai social-impérialiste de notre époque, a déclaré :

« Le ministère de la défense dépense, ou gère, 16 milliards de dépenses militaires qui ont des conséquences industrielles. C'est

le premier ministère de l'industrie en France, le ministère de la défense. C'est pas un petit ministère et dans les décisions interministérielles, [à propos de la vente d'Alstom à General Electric] le ministère de la défense avait exprimé des réticences. »

Il est malheureusement connu que la France est un « grand » pays exportateur d'armes, le troisième mondial après Israël et les États-Unis. Cela tient en bonne partie à la ligne gaulliste des années 1960 qui a construit la puissance impérialiste sur la base de l'autonomie nucléaire, et donc militaire.



La France a donc de grands groupes industriels spécialisés dans l'armement, faisant travailler de très nombreuses personnes, tant dans les usines elles-mêmes, que dans les chaînes de sous-traitance induites.

C'est le cas évidemment de Dassault, mais aussi de MBDA, EADS, filiale d'Airbus pour l'aéronautique militaire, Thalès, Nexter, Arquus, anciennement

Renault Trucks Defense, Safran. Des tissus industriels tels que la plasturgie dans l'Ain, la microélectronique iséroise, l'aéronautique toulousaine, le décolletage savoyard, sont directement connectés à l'industrie militaire.

Il y a donc l'intégration du tissu industriel dans la machine militaire : le complexe militaro-industriel pose éminemment un problème de taille pour le processus révolutionnaire. Une partie de la classe ouvrière étant objectivement rivée à cette industrie.

À ce titre, l'aristocratie ouvrière a un rôle particulièrement néfaste. Voici ce que disait par exemple la sénatrice « communiste » du Val-de-Marne, Hélène Luc, en 2006 lors du démantèlement en plusieurs entités du Groupement industriel de l'armement terrestre, fondé en 1971 :

« Cette stratégie est destructrice pour la maîtrise publique nationale sur nos industries de l'armement. Elle aura également de graves conséquences sur les emplois qui seront sacrifiés sur l'autel de la rentabilité. »

Cette même année naissait de cet éclatement le groupe Nexter, spécialisé dans la fabrication de blindés terrestres, et dont l'État est resté actionnaire à 50 %. Au cœur du complexe militaro-industriel, il y a la loi de programmation militaire, dont l'augmentation à 2 % du PIB à l'horizon 2025 conformément aux demandes de l'OTAN est le reflet d'une course aux armements.

Par exemple, au début du mois de juin 2020, l'usine du groupe à Roanne a reçu une commande de la République Tchèque de 52 canons Caesar pour 224 millions d'euros. Cette usine est aussi chargée de répondre au « programme scorpion » visant à livrer 128 blindés et des engins de reconnaissance à l'armée de terre.

De même, la commande de 12 rafales à Dassault Aviation, après une vente à la Grèce d'avions militaires français, et de 10 hélicoptères, vient aussi doper l'industrie en pleine récession.

Il faut ici faire preuve d'un calibrage politique correcte, et cela est permis par un haut niveau de conscience idéologique et par la perspective démocratique-populaire. Aborder cet enjeu dépend des phases d'avancées et de recul du mouvement populaire, du tempo de l'offensive et de la contre-offensive ennemie, etc.

Pendant la phase d'offensive démocratique-populaire, basée sur des conseils populaires structurés autour d'une armée populaire, il est évident que le complexe militaro-industriel doit être démantelé, affaibli. Mais lors de la transformation du complexe militaro-industriel en Armée rouge de défense du socialisme, les restes du complexe militaro-industriel doivent être socialisés en totalité, sans contre-partie et intégré au plan général productif.

Perspective stratégique

La seconde crise générale fait ressortir plus nettement les dérives droitières et gauchistes.

Soit, il y a basculement dans une forme renouvelée de social-impérialisme, social-chauvinisme, etc., avec de multiples canaux politiques et idéologiques qui aspirent en ce sens. Soit il y a une lecture d'ultra-gauche, comme quoi la « guerre est déjà là », etc., faisant une confusion entre guerres extérieures et tendance au repartage mondial.

En fait, on peut dire que le rapport entre le révisionnisme et la ligne révolutionnaire se noue autour de la problématique de la guerre. Non pas simplement, comme cela a été pensé dans les années 1960, autour de la violence révolutionnaire, mais également à propos de la nature de la guerre en régime capitaliste.

Évidemment, Lénine nous enseigne que :

« Le marxiste se tient sur le terrain de la lutte de classes, et non de la paix sociale. Dans certaines périodes de crises aiguës, économiques et politiques, la lutte de classes aboutit dans son développement à une véritable guerre civile, c'est-à-dire à une lutte armée entre deux parties de la population.

En de telles périodes, le marxiste a l'obligation de se placer au point de vue de la guerre civile. Toute condamnation morale de celle-ci est absolument inadmissible du point de vue du marxisme. »





Cela va pour la question de la guerre au point de vue révolutionnaire. Mais ce point de vue est indissociable de son revers dialectique, la guerre impérialiste.

Le révisionnisme pense toujours que la guerre généralisée est évitable, soit par la défense du droit international, soit parce que les monopoles capitalistes seraient tellement dépendants que cela aboutirait à un « super-impérialisme », avec la thèse du « capitalisme organisé ».

Plus le mouvement ouvrier est organisé, a un niveau de conscience développé, plus il peut maintenir la paix, s'opposer aux menées guerrières. Moins il est organisé, plus il est éparpillé et soumis à des idéologies inconséquentes, plus il se fait rattraper, isoler, puis broyer par la tendance à la guerre.

Selon le contexte, la guerre forme donc soit une base au développement-renforcement du

mouvement ouvrier dans sa perspective révolutionnaire, soit elle engendre un besoin urgent de formation d'un tel mouvement.

C'est une question de conjoncture, d'époque :

ou bien c'est la tactique du Front populaire qui prime, avec l'idée qu'il faut un large mouvement démocratique pour empêcher un gouvernement de lancer ou soutenir, directement ou indirectement, des hostilités guerrières,

ou bien c'est la stratégie révolutionnaire, passant par la navette démocratique-populaire, qui s'impose, avec l'idée d'opposer à la guerre injuste la guerre juste, la guerre populaire à la guerre réactionnaire.

Dans tous les cas, l'avancée de la guerre comme expression de l'impérialisme comporte en elle, l'avancée du mouvement ouvrier. Cela peut être après que la guerre ait été lancée, comme en 1914, comme avant qu'elle le soit, comme dans les années 1930. Au spectre de la guerre suis nécessairement l'ombre des forces démocratiques-populaires.

La guerre, ainsi que son opposition, n'est pas un accident, un hasard, ni même le résultat des menées « géopolitiques ».

C'est le cœur même du processus de crise générale du capitalisme, l'expression du dénouement antagonique, révolutionnaire, des contradictions d'une époque arrivée à pleine maturité. La guerre populaire dans le cadre de l'opposition à la guerre impérialiste, c'est la conjoncture même du dénouement révolutionnaire dans un pays déterminé, déterminé par une pensée-guide. ■

1914, le modèle du déclenchement de la guerre impérialiste ?

Le débat italien de 1993 avec la question de la « photographie » des rapports inter-impérialistes

L'OTAN, en tant que vaste alliance, modifie-t-elle le chemin menant à la guerre impérialiste ? Ou bien s'agit-il substantiellement encore de la même situation qu'en 1914 ? Cette question a provoqué un débat en Italie en 1993, au moment où, à la suite de l'effondrement de l'URSS en 1991, la superpuissance américaine avait enclenché un processus d'hégémonie complète.

À l'arrière-plan, il y a la question de la nature de l'OTAN : est-elle une fonction permettant les pressions impérialistes, est-elle un vecteur d'hégémonie, un outil agressif d'intervention ? Et si elle est tout cela, quel est l'aspect principal ?

La thèse de 1914

La thèse de 1914 a été formulée dans l'action contre la base américaine d'Aviano, dans la région italienne du Frioul-Vénétie Julienne (dont la capitale est Trieste), le 2 septembre 1993, par les Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant (BR-PCC). Voici un extrait du communiqué, qui cherche à établir les contours de la situation et à en cerner les aspects relatifs à la guerre impérialiste :

« "Toutes les bases militaires des États-Unis sur le sol étranger sont autant de nœuds coulants autour du cou de l'impérialisme américain.

Les nœuds ont été façonnés par les Américains eux-mêmes et par personne d'autre, et ce sont eux-mêmes qui ont mis ces nœuds autour de leur propre cou, en remettant les extrémités des cordes au peuple chinois, aux peuples des pays arabes et à tous les peuples du monde qui aiment la paix et s'oppose à l'agression.

Plus les agresseurs américains resteront longtemps dans ces endroits et plus les nœuds coulants se serreront autour de leur cou." MAO [discours prononcé à la conférence suprême de l'État, 8 septembre 1958]

Jeudi 2 septembre, un noyau armé de notre organisation a attaqué la base américaine d'Aviano, un des plus grands centres opérationnels et logistiques de la structure militaire impérialiste en Europe du Sud.

La crise des relations internationales a rangé au musée des échecs la thèse de [Georges] Bush [le président américain] quant à une stabilisation d'un « nouvel ordre mondial » sous la solide hégémonie des États-Unis.

L'arrogante certitude que la fin du bipolarisme apporterait exclusivement dans les mains américaines le contrôle de la fin d'un siècle où ont eu lieu tant d'exceptionnels

bouleversements économiques et sociaux, de guerres et de révolutions, prend justement fin au moment où la supériorité militaire du Pentagone s'est projetée à l'extérieur de manière extrême.

Les apparences sont trompeuses et les faiblesses grandissantes de la base économique des grands monopoles américains par rapport aux autres pôles impérialistes définit le terrain purement militaire comme le seul domaine où les États-Unis essaient de confirmer leur suprématie, de Grenade jusqu'à Panama, de Bagdad à Mogadiscio, avec le vain souhait d'oublier le Vietnam (...).

Avec l'effacement de la solidarité occidentale dans sa fonction anti-soviétique (...), l'unité de façade et l'optimisme propagandiste des différentes organisations économiques internationales ne peuvent que toujours moins parvenir à masquer les suites de la confrontation entre les États et groupes impérialistes et leur parcours objectif menant à la collision, dont les conséquences sont jusqu'à présent vendus officiellement comme seulement des « guerres commerciales » ou des différences au sujet du protectionnisme réciproque (...).

Les contradictions entre les États-Unis et le pôle impérialiste européen sont multipliées par la dissolution de l'ancienne Union Soviétique et par la dynamique avec laquelle se refonde l'Europe de l'Est se plaçant au sein de la Communauté Européenne (...).

Concrètement mise à l'épreuve, l'Union de l'Europe occidentale [dont sont membres les pays de la Communauté Européenne également membre de l'OTAN] est encore obligée de se soumettre à l'OTAN qui, privilégiant les intérêts américains dans sa nouvelle caractéristique en tant que bras armé des nations-unies, influence l'art et la manière de la pénétration orientale des alliés européens.

En même temps, la géographie des nouvelles unions et sphères d'influence reste presque fidèle à la division du pouvoir qui a formé un équilibre en Europe, avant la première boucherie mondiale de prolétaires provoquée en 1914 par l'impérialisme (...).

Si l'aspect dominant de la contradiction principale est la nécessité de frapper, alors il n'y a aucun doute que l'envergure et la réalisation de l'attaque ne sauraient être définies a priori.

Au contraire même, est actuelle une action qui agit sur plusieurs niveaux, d'un côté comme attaque du centre, et de l'autre comme élément d'unification du terrain prolétarien en recomposition (...).

L'attaque des structures militaires américaines, l'attaque de l'OTAN forment un point concret et vital où les intérêts stratégiques du prolétariat métropolitain se rencontre avec ceux des peuples, qui sont déjà dans toutes les parties du monde confrontés à l'agression impérialiste bestiale, et cela confirme la validité de la thèse selon laquelle les difficultés qu'il ne faut pas cacher quant à la continuité du processus révolutionnaire, les défaites et reculs, ne détruisent pas la guérilla, mais la renforcent.

C'est en ce sens qu'il faut saisir comme convergente sur le plan stratégique l'accumulation de différentes initiatives anti-impérialistes en plusieurs endroits de la planète : dans les territoires occupés du Liban Sud et de Palestine contre l'accord réalisé par [Yasser] Arafat avec les sionistes, en Turquie et au Kurdistan, dans le monde islamique, en Somalie et en Afrique du Sud, ainsi que la lutte des peuples au Pérou et aux Philippines. »

Le sens de la thèse de 1914

Ce qui compte, ce n'est pas exactement que le panorama soit conforme à celui de 1914, ou qu'il se rapproche dans telle ou telle mesure. Ce qui est en jeu, c'est la perception des rapports inter-impérialistes dans ce qu'ils ont de conflictuels.

Le texte de 1993 relatif à Aviano dit la chose suivante : l'impérialisme est une superstructure qui a sa propre substance et, par conséquent, le point de départ de toute démarche révolutionnaire est de se fonder sur son parcours, sur son évolution, en termes « géopolitiques ».

L'histoire n'est plus l'histoire de la lutte des classes, mais l'histoire de l'impérialisme : c'est en suivant son cheminement qu'on détermine ce qui est révolutionnaire et ce qui ne l'est pas, les alliances à réaliser, les options à choisir, etc. Il faudrait d'abord passer par la lutte contre l'impérialisme, en tant que superstructure flottant au-dessus des différentes réalités, afin de parvenir à quelque chose.

Sur le plan de l'esprit, on est très proche de l'altermondialisme qui s'est développé justement dans les années 1990 ; sur le plan de l'idéologie, on retrouve la démarche de Rosa Luxembourg, qui a toujours nié les cadres nationaux et qui a traité le capitalisme comme un phénomène en expansion géographique (dans son fameux ouvrage *L'accumulation du capital*).

La thèse de 1914 est ainsi grosso modo une thèse « géopolitique » : il faudrait avoir un regard en mesure de cerner les mouvements de l'impérialisme résumés à des relations internationales sans cesse renouvelées.

Le rejet de la thèse de 1914

La thèse de 1914 formulée dans l'action contre la base italienne d'Aviano fut critiquée dans un document commun de juin 1994 signé par des militants emprisonnés des BR-PCC (Giuseppe Armante, Maria Cappello, Tiziana Cherubini, Simonetta Giorgieri, Enzo Grilli, Franco Grilli, Flavio Lori, Rossella Lupo, Fausto Marini, Fulvia Matarazzo, Fabio Ravalli, Carla Vendetti, ainsi que les militants révolutionnaires Gino Giunti, Vincenza Vaccaro, Marco Venturini).

Les militants signant ce texte commun rejette catégoriquement la perspective « géopolitique » qui est selon eux la négation de la réalité du capitalisme et de la lutte des classes, au profit d'un volontarisme anti-impérialiste relevant du subjectivisme.

Voici un extrait, présentant les traits fondamentaux d'une critique dévastatrice :

« Nous pensons qu'il est de notre devoir de nous prononcer clairement contre les critères, les analyses et les positions politiques qui invalident en substance le patrimoine ainsi que la contribution au développement du processus révolutionnaire produits par les BR-PCC (...).

Ne nous reconnaissons pas dans les contenus qui ont politiquement étayé cette initiative [contre la base militaire américaine d'Aviano], les considérant objectivement comme une attaque contre le système stratégique, contre la ligne politique des BR-PCC.

C'est une tentative de colporter les logiques opportunistes et le principe de groupements comme une « nouvelle variante » des BR, en fait étrangères à l'expérience des BR-PCC, c'est une logique politique qui à partir du « culte de la nouveauté » de l'analyse de la situation internationale rétrograde les caractéristiques de l'impérialisme à celles de 1914.

Un élément qui, en plus de représenter des absurdités évidentes en termes d'analyse concrète de la dynamique impérialiste, n'est pas indifférent dans l'incidence sur les hypothèses clés qui sont à l'origine de la guérilla comme ajustement historiquement

déterminé de la politique révolutionnaire au degré de développement intégré de l'impérialisme et aux formes relatives de domination de la bourgeoisie impérialiste (BI).

Un « culte de la nouveauté » analytique qui voudrait à terme apporter le support au fond sur lequel, dans le tract revendiquant l'action d'Aviano, les pierres angulaires ont mûri dans le choc révolutionnaire des vingt dernières années, en particulier celles développées dans la phase de retraite stratégique de 82 jusqu'à aujourd'hui.

Et qui fait resurgir d'anciennes logiques, qui non seulement ajourne une vision générale du développement du processus révolutionnaire possible à différents stades et niveaux de type évolutionniste, mais révèle également en fin de compte sa source subjectiviste dans sa comparaison avec la pratique et la théorie révolutionnaires mûris par les BR-PCC.

Des conceptions qui sont clairement exprimées dans l'aviissement de la contradiction principale classe / État, qui est de ce fait écrasée par la problématique de l'anti-impérialisme.

Problématique qui se voit réduite à une vision typiquement mouvementiste dans laquelle le Front lui-même est proposé comme une sorte d'unité objective et globale autour d'une pratique de solidarité, une approche qui invalide les caractéristiques de l'internationalisme prolétarien aujourd'hui et du Front Combattant Anti-impérialiste, ainsi qu'attestée par la pratique internationaliste et anti-impérialiste des BR.

Une logique subjectiviste qui vise en premier lieu à se débarrasser de la conception de l'attaque au cœur de l'État, de la négation des critères de centralité, de sélection et de calibrage qui guident [d'une part] l'identification de la contradiction politique dominante qui oppose la classe à l'État et [d'autre part] l'attaque à l'aspect principal de cette contradiction, c'est-à-dire au projet politique dominant de la bourgeoisie, et cela est valable dans chaque phase et dans chaque conjoncture.

Car ce n'est que sur cette base que l'attaque contre le cœur de l'État est le pivot sur lequel repose la capacité de la guérilla à influencer le choc politique et révolutionnaire et autour duquel l'action de parti de l'avant-garde combattante et le processus de construction de la Combattre le Parti communiste se matérialise par rapport au développement d'une guerre de classe de longue durée dans toutes ses déterminations, ne réduisant donc certainement pas le processus de construction du PCC à une confrontation aprioristique sur la base d'un processus générique de lutte armée qui, dans les faits, le disjoint et la sépare de la construction même des conditions politico-militaires propres à soutenir l'affrontement sur la stratégie de lutte armée.

Tout comme à un autre niveau cette vision fait ressortir la lutte armée, surtout comme esquissée par les BR-PCC dans la phase de reconstruction [ouverte en 1982 par la retraite stratégique], en reproposant la séparation entre l'action des prétendues avant-gardes et la classe, invalidant effectivement l'une des pierres angulaires des BR, la lutte armée comme proposition à toute la classe et donc la nécessité d'équiper le camp prolétarien pour un affrontement prolongé contre l'État afin de développer la guerre de classe et à plus forte raison dans une phase de conflit aussi complexe que celle actuellement, l'activité de la lutte communiste avant-gardiste s'articule autour des charnières de la phase de reconstruction définie par le BR-PCC, en dehors du mouvementisme et du combatisme comme une fin en soi.

En définitive, le contenu et les finalités proposés par l'action d'Aviano ne sont rien d'autre qu'une tentative opportuniste qui sort clairement du cadre des problèmes actuels de réorganisation et de consolidation de l'avant-garde révolutionnaire pour la relance de l'initiative sur le terrain stratégique de la Lutte Armée.

D'autre part, le choc lui-même a montré l'insuffisance de telles logiques politiques qui ont toujours été infructueuses et déjà marginalisées par la guérilla, et d'autant plus impraticable aujourd'hui compte tenu de l'approfondissement du rapport révolution / contre-révolution, un affrontement qui confronte les avant-gardes révolutionnaires à ne pas pouvoir contourner la stratégie de la Lutte Armée pour se recycler sur un terrain révolutionnaire. »

Le sens du rejet de la thèse de 1914

La thèse de 1914 est critiquée grosso modo pour les motifs suivants :

- raisonner à partir d'une description du mouvement des contradictions inter-impérialistes réduites à des « relations internationales », c'est courir derrière un impérialisme devenu sans cesse « mouvant » de par les contradictions inter-impérialistes changeantes en permanence, au moins relativement ;
- cet impérialisme « flotterait » qui plus est au-dessus de la réalité, de manière séparée des luttes de classes, il aurait sa histoire propre, ce qui est faux ;
- la lutte des classes est dégradée au bruit de fond de cet impérialisme « flottant » et « mouvant » ;
- l'action révolutionnaire n'est plus que le miroir de cet impérialisme « flottant » et « mouvant », devenant lui-même « flottant » et « mouvant », en tant que combattisme.

Le parcours de la thèse de 1914

Le 10 janvier 1994 eut lieu une action contre le Nato Defence College à Rome, revendiquée par les Noyaux Communistes Combattants pour la construction du Parti Communiste Combattant. Les NCC-PCC avaient déjà attaqué, en octobre 1992, la Confindustria (Confédération générale de l'industrie italienne) à Rome. Cette structure prendra le relais des BR-PCC et en modifiera en effet sa ligne dans une perspective « anti-impérialiste » étant celle de l'action d'Aviano. Cela précipitera la défaite de par le décrochage de la réalité italienne.

En juin 1994 eut également lieu le procès de Francesco Aiosa et Ario Pizzarelli, accusés d'avoir participé à l'action contre la base d'Aviano ; ils tinrent au procès la même perspective que dans le communiqué de 1993.

L'importance du débat de 1993 pour aujourd'hui

Au-delà de la nature italienne du débat de 1993, on peut considérer que la question de fond est la suivante : faut-il porter une attention relative ou absolue aux relations internationales ?

Si on considère que la guerre est le produit des relations internationales conflictuelles, alors c'est relatif.

C'est ce que disent par exemple les auteurs du communiqué d'Aviano. Mais si on regarde bien, c'est également ce que dit la social-démocratie en 1912-1914. Portant son attention sur la menace de guerre, elle l'évalue à travers les relations internationales, les dépêches diplomatiques, les alliances, les productions d'armement, etc.

C'est très exactement le sens de la fameuse citation de Jean Jaurès, « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». Le capitalisme porte possiblement en lui la guerre, car les relations internationales peuvent déraiser. Mais la guerre est ici une simple excroissance, ce n'est pas une chose substantielle. C'est en quelque sorte un règlement de compte entre voyous.

Il faudra attendre Lénine et sa thèse sur l'impérialisme pour comprendre la nature de la guerre. La guerre impérialiste n'est pas un conflit produit par une situation, mais une réalisation historique propre à la bataille pour le repartage du monde.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas suivre également les relations internationales. Mais ce serait faire la même erreur qu'Eugen Varga en économie dans les années 1920 que de réduire la crise et la guerre impérialiste à des phénomènes secondaires, des phénomènes en surface.

Eugen Varga cherchait une expression de la crise générale du capitalisme dans des statistiques, des courbes, des données chiffrées. Il se perdait dans des détails qui, selon lui, prendraient à un moment un caractère prépondérant, déterminant. C'est là oublier la tendance générale pour tomber dans le relatif. Cela reviendrait par exemple à considérer que la guerre du Golfe n'aurait pas eu lieu sans Georges W. Bush, que l'impérialisme allemand des années 1930 doit son existence à Adolf Hitler, etc.

Naturellement, cela ne veut pas dire qu'il faille voir en l'impérialisme une « structure » pour autant. L'impérialisme est une expression du mode de production capitaliste ; tout doit être vu en s'appuyant sur la réalité de celui-ci. ■



La guerre ayant un caractère de classe, il existe des guerres impérialistes, comme la Première et la Seconde Guerres mondiales qui sont des guerres de rapine pour un partage du monde, ou des guerres d'agression impérialiste contre une nation opprimée, comme celle de l'Angleterre aux Malouines, celle de l'impérialisme yankee au Vietnam, ou celle du social-impérialisme contre l'Afghanistan.

Il y a des guerres de libération nationale comme celles qui se déroulent en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Et la guerre populaire au Pérou, étant marxiste-léniniste-maoïste, pensée Gonzalo, par son caractère juste, sa direction correcte et qui ne s'assujettit pas aux superpuissances, ni aux puissances impérialistes, est celle qui se situe à l'avant-garde.

C'est une réalité qui nous démontre que les communistes, doivent mettre l'accent sur l'aspect principal qui est de développer la guerre populaire comme forme principale de lutte dans le monde, pour servir la révolution.

Face à cette réalité – ce n'est qu'au moyen des guerres que l'on transforme le monde – nous arborons l'omnipotence de la guerre révolutionnaire, c'est-à-dire la guerre populaire, comme la plus élevée des théories militaires, celle du prolétariat, celle que traça le Président Mao et qui doit être spécifiée pour chaque type de pays, impérialiste ou arriéré. Ainsi la guerre populaire mondiale est la réponse adéquate pour empêcher la guerre impérialiste ou bien, si elle se produisait, pour la transformer en guerre populaire.

Mais, en tant que communistes, nous faisons la guerre pour détruire la guerre au moyen de la guerre et pour établir la « Paix durable ».

Parti Communiste du Pérou : La ligne internationale (1988)

7e congrès de l'Internationale Communiste: les tâches de l'IC en liaison avec la préparation d'une nouvelle guerre mondiale par les impérialistes

Adoptée le 20 août 1935.

§2. Le front populaire unique dans la lutte pour la paix, contre les instigateurs de guerre. — La lutte pour la paix ouvre devant les PC les plus grandes possibilités de créer le front unique le plus large.

Dans les rangs de ce front unique doivent être entraînés tous ceux qui sont intéressés par la conservation de la paix. La concentration des forces (à chaque moment donné contre les principaux instigateurs de la guerre l'heure actuelle contre l'Allemagne fasciste et contre la Pologne et Japon qui sont liés avec elle) est la tâche tactique la plus importante des PC.

Pour le PC allemand, il est particulièrement important de démasquer la démagogie nationaliste du fascisme hitlérien, qui se dissimule sous des phrases sur l'unification du peuple allemand, mais qui, en fait, mène le peuple allemand à l'isolement et à une nouvelle catastrophe militaire. La condition nécessaire et la prémisse de l'unification du peuple allemand c'est le renversement du fascisme hitlérien.

L'établissement du front unique avec les organisations social-démocrates et réformistes (partis, syndicats, organisations coopératives, sportives et culturelles) et avec la masse de leurs adhérents, ainsi qu'avec les organisations de masse d'affranchissement national, démocratiques-religieuses, pacifistes et leurs partisans, a une importance décisive dans la lutte contre la guerre et les fauteurs fascistes de guerre dans tous les pays.

La formation du front unique avec les organisations social-démocrates et réformistes en vue de la lutte pour la paix exige une lutte idéologique résolue contre les éléments réactionnaires dans les rangs de la Social-démocratie, éléments qui, en présence du danger immédiat de guerre, tendent à une collaboration encore plus étroite avec la bourgeoisie pour défendre la patrie bourgeoise, et par leurs excitations contre l'URSS, soutiennent directement la préparation d'une guerre antisoviétique.

Elle exige une collaboration étroite avec ceux des éléments se trouvant au sein des partis social-démocrates, des syndicats réformistes et autres organisations ouvrières de masse, qui se rapprochent des positions de la lutte révolutionnaire contre la guerre impérialiste.

L'entraînement des organisations pacifistes et de leurs partisans dans les rangs du front unique de lutte pour la paix, acquiert une grande importance front unique pour la mobilisation contre la guerre des masses petites bourgeoises, des intellectuels avancés, des femmes et des jeunes.

Tout en soumettant toujours à une critique explicative les conceptions erronées des pacifistes de bonne foi, en luttant énergiquement contre ceux parmi les pacifistes qui, par leur politique, masquent la préparation de la guerre impérialiste par les fascistes allemands (la direction du Labour Party en Angleterre, etc.), les communistes doivent s'assurer la collaboration de toutes les organisations pacifistes prêtes à faire avec eux au moins une partie du chemin de la lutte effective contre les guerres impérialistes. ■

Lénine

De la fierté nationale des Grands-Russes

12 décembre 1914

Que de propos, de discours, de clameurs n'entend-on pas aujourd'hui au sujet de la nationalité, au sujet de la patrie ! Les ministres libéraux et radicaux d'Angleterre, une foule de publicistes "avancés" de France (qui se sont trouvés être en parfait accord avec les publicistes de la réaction), un monde de plumitifs officiels, cadets [Parti « constitutionnel-démocrate », libéral-monarchiste] et progressifs de Russie (jusqu'à certains plumitifs populistes et "marxistes"), tous exaltent de mille manières la liberté et l'indépendance de la "patrie", la grandeur du principe de l'indépendance nationale.

Impossible de savoir où finit, ici, le louangeur vénal du bourreau Nicolas Romanov ou des tortionnaires des Nègres et des habitants de l'Inde, et où commence le vulgaire petit bourgeois qui, par béotisme ou par veulerie, se laisse aller "au fil de l'eau".

Au reste, il importe peu de le savoir. Nous sommes en présence d'un courant d'idées très large et très profond, dont les racines sont solidement liées aux intérêts de messieurs les propriétaires fonciers et les capitalistes des nations dominantes.

Pour la propagande des idées avantageuses à ces classes, des dizaines et des centaines de millions sont dépensés par an : moulin d'importance qui puise l'eau de partout, depuis le chauvin convaincu Menchikov [=publiciste réactionnaire qui collaborait au journal des Cent-Noirs *Novoïé Vremia*] jusqu'aux chauvins par opportunisme ou par veulerie, Plékhanov et Maslov, Roubanovitch et Smirnov, Kropotkine et Bourtsev.

A notre tour nous essaierons, nous social-démocrates grands-russes, de définir notre attitude envers ce courant d'idées.

Pour nous, représentants de la nation dominante de l'extrême-est européen et d'une bonne partie de l'Asie, il serait inconvenant d'oublier l'importance considérable qui s'attache à la question nationale - surtout dans un pays que l'on appelle avec juste raison la "prison des peuples" - à un moment où, justement à l'extrême-est de l'Europe et en Asie, le capitalisme éveille à la vie et à la conscience tout un ensemble de nations "nouvelles", grandes et petites ; à un moment où la monarchie tsariste a mis sous les armes des millions de Grands-Russes et d'"allogènes" pour "régler" un ensemble de questions nationales, conformément aux intérêts du conseil de la noblesse unifiée, des Goutchkov et des Krestovnikov, des Dolgoroukov, des Kutler, des Roditchev.

Le sentiment de la fierté nationale nous est-il étranger, à nous, prolétaires grands-russes conscients ?

Évidemment non. Nous aimons notre langue et notre patrie ; ce à quoi nous travaillons le plus, c'est à élever ses masses laborieuses (c'est-à-dire les neuf dixièmes de sa population) à la vie consciente de démocrates et de socialistes. Le plus pénible pour nous, c'est de voir et sentir quelles violences, quelle oppression et quelles vexations les bourreaux tsaristes, les nobles et les capitalistes font subir à notre belle patrie.

Nous sommes fiers que ces violences aient provoqué des résistances dans notre milieu, dans le milieu des Grands-Russes ; que ce milieu ait produit Radichtchev, les décembristes, les révolutionnaires-roturiers de 1870-1880 ; que la classe ouvrière grande-russe ait créé en 1905 un puissant parti révolutionnaire de masse ; que le moujik grand-russe ait commencé en même temps à devenir démocrate, qu'il ait commencé à renverser le pope et le propriétaire foncier.

Nous nous souvenons qu'il y a un demi-siècle le démocrate grand-russe Tchernychevski, qui consacra sa vie à la cause révolutionnaire, avait dit : "Nation misérable, nation d'esclaves ; de haut en bas, tous sont esclaves." Déclarés ou masqués, les esclaves grands-russes (esclaves par rapport à la monarchie tsariste) n'aiment pas à évoquer ces paroles.

Or selon nous, c'étaient des paroles d'amour véritable pour la patrie, d'un amour qui déplore l'absence d'esprit révolutionnaire dans les masses de la population grande-russe. Cet esprit révolutionnaire n'existait pas alors. Aujourd'hui il n'est pas encore grand, mais il existe.

Nous sommes tout pénétrés d'un sentiment de fierté nationale : la nation grande-russe a créé, elle aussi, une classe révolutionnaire, elle aussi a prouvé qu'elle est capable de fournir à l'humanité de grands exemples de lutte pour la liberté et pour le socialisme, et pas seulement de grands pogroms, des rangées de potences, des cachots, de grandes famines et une extrême servilité devant les popes, les tsars, les propriétaires fonciers et les capitalistes.

Nous sommes tout pénétrés d'un sentiment de fierté nationale, et c'est pourquoi nous haïssons tant notre passé d'esclaves (quand les propriétaires fonciers nobles menaient à la guerre les moujiks pour étouffer la liberté de la Hongrie, de la Pologne, de la Perse, de la Chine), et notre présent d'esclaves, quand ces mêmes propriétaires, secondés par les capitalistes, nous mènent à la guerre pour étrangler la Pologne et l'Ukraine, écraser le mouvement démocratique en Perse et en Chine, renforcer la clique des Romanov, des Bobrinski, des Pourichkévitch [=Pourichkévitch (1870-1920) : grand propriétaire foncier réactionnaire, fondateur des Cents-Noirs, bandes réactionnaires qui semaient la terreur] qui déshonorent notre dignité nationale de Grands-Russes.

Nul n'est coupable d'être né esclave ; cependant l'esclave qui loin d'aspirer à conquérir sa liberté, justifie et cherche à rehausser son esclavage (par exemple, en appelant l'étranglement de la Pologne, de l'Ukraine, etc., "défense de la patrie" des Grands-Russes), cet esclave est un plat valet et un goujat, qui provoque un sentiment légitime d'indignation, de mépris et de dégoût.

"Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre", disaient les plus grands représentants de la démocratie conséquente du XIX^e siècle, Marx et Engels, devenus les éducateurs du prolétariat révolutionnaire.

Et nous, ouvriers grands-russes, tout pénétrés d'un sentiment de fierté nationale, nous voulons à tout prix une Grande-Russie fière, libre et indépendante, autonome, démocratique, républicaine, qui baserait ses rapports avec ses voisins sur le principe humain de l'égalité, et non sur le principe féodal des privilèges qui avilit une grande nation.

Précisément parce que nous la voulons telle, nous disons : on ne saurait au XX^e siècle, en Europe (fût-ce l'Europe extrême-orientale), "défendre la patrie" autrement qu'en combattant par tous les moyens révolutionnaires la monarchie, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes de sa patrie, c'est-à-dire les pires ennemis de notre patrie ; les Grands-Russes ne peuvent "défendre la patrie" autrement qu'en souhaitant au tsarisme la défaite dans toute guerre, comme un moindre mal pour les neuf dixièmes de la population de la Grande-Russie.

Car le tsarisme non seulement opprime, économiquement et politiquement, ces neuf dixièmes de la population, mais il la démoralise, il l'avilit, la déshonore, la prostitue, en l'accoutumant à opprimer les autres peuples, en l'accoutumant à voiler sa honte sous des phrases hypocrites pseudo-patriotiques.

On nous objectera peut-être qu'outre le tsarisme - et sous son aile - a surgi et s'est déjà affermie une autre force historique, le capitalisme grand-russe, qui fait œuvre de progrès en centralisant, en unissant économiquement de vastes régions. Mais pareille objection, loin de justifier, accuse encore plus nos socialistes-chauvins, que l'on devrait appeler socialistes du tsar et des Pourichkévitch (comme Marx a appelé les lassaliens : socialistes du roi de Prusse).

Admettons même que l'histoire tranche la question en faveur du capitalisme impérialiste grand-russe contre cent et une petites nations. Cela n'est pas impossible, car toute l'histoire du capital est une histoire de violences et de pillages, de sang et de boue. Nous ne sommes pas le moins du monde partisans absolus des petites nations ; nous sommes

résolument, toutes proportions gardées , pour la centralisation et contre l'idéal petit-bourgeois des rapports fédératifs.

Toutefois, même en ce cas, premièrement ce n'est pas notre affaire, ce n'est pas l'affaire des démocrates (à plus forte raison des socialistes) d'aider les Romanov-Bobrinski-Pourichkévitch à étrangler l'Ukraine, etc. Bismarck à sa manière, à la manière des hobereaux, a fait œuvre historique de progrès ; mais il serait beau, le "marxiste" qui, pour cette raison, s'aviserait de justifier une aide prêtée par les socialistes à Bismarck !

Ajoutons que Bismarck aidait au développement économique, en réunissant les Allemands épars que les autres peuples opprimaient, tandis que l'épanouissement économique et le prompt développement de la Grande-Russie exigent que le pays soit délivré de la violence des Grands-Russes sur les autres peuples. C'est cette différence qu'oublie nos admirateurs des quasi-Bismarcks authentiquement russes.

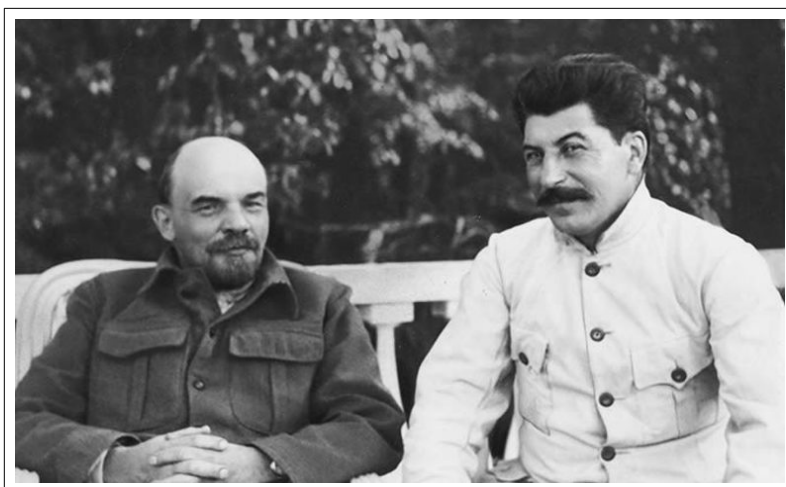
En second lieu, si l'histoire tranche la question en faveur du capitalisme impérialiste grand-russe il s'ensuit que le rôle socialiste du prolétariat grand-russe sera d'autant plus grand, comme principal moteur de la révolution communiste engendrée par le capitalisme. Or, pour la révolution du prolétariat,

il faut éduquer longuement les ouvriers dans l'esprit de la plus complète égalité nationale et de la fraternité.

Ainsi donc, c'est bien du point de vue des intérêts du prolétariat grand-russe qu'il faut éduquer longuement les masses dans l'esprit de la lutte la plus résolue, la plus conséquente, la plus courageuse, la plus révolutionnaire, - pour l'égalité complète et le droit de libre disposition de toutes les nations opprimées par les Grands-Russes.

L'intérêt de la fierté nationale (considérée non pas d'une manière servile) des Grands-Russes coïncide avec l'intérêt socialiste des prolétaires grands-russes (et de tous les autres). Le modèle pour nous restera Marx qui, ayant vécu des dizaines d'années en Angleterre, était devenu à moitié Anglais et revendiquait la liberté et l'indépendance nationale pour l'Irlande, dans l'intérêt du mouvement socialiste des ouvriers anglais.

Tandis que dans la dernière éventualité que nous avons envisagée, les chauvins socialistes de chez nous - Plékhanov et les autres - s'avéreront des traîtres non seulement à leur patrie, à la libre et démocratique Grande-Russie, mais aussi des traîtres à la fraternité prolétarienne de tous les peuples de Russie, c'est-à-dire à la cause du socialisme. ■



Tarass Chevtchenko

—L'Hérétique (Jean Hus)

Ce poème de la principale figure nationale-romantique ukrainienne, Tarass Chevtchenko (1814-1861), porte sur le Tchèque Jan Hus (1372-1415), le premier grand réformateur du catholicisme, mis traîtreusement sur le bûcher par la papauté lors du Concile de Constance. Le hussitisme, en fait le premier protestantisme, fut prolongé par une immense révolte nationale tchèque contre l'Église et la domination allemande, avec une guerre de paysans dans une large partie de l'Europe orientale.

C'est assez paradoxal en apparence, car Tarass Chevtchenko se revendiquait de valeurs chrétiennes dans une perspective orthodoxe. Mais la Fraternité Saints-Cyrille-et-Méthode à laquelle il appartenait prenait la religion comme prétexte à l'humanisme et son but était l'union des peuples slaves sur la base de l'égalité. D'où le fait que le poète mentionne également Pavel Jozef Šafárik (1795-1861), une figure du renouveau culturel slave.

De méchants voisins ont incendié
La maison toute neuve et belle
De leur voisin : au feu ils se sont
chauffés,
Puis sont allés dormir.
Mais la cendre grise, ils ont oublié
De la disperser au vent.
Elle reste, la cendre, à la croisée des
chemins,
Et dans son sein couve
Une étincelle du grand feu.
Elle couve et ne s'éteint pas,
Elle attend qu'on la ranime, comme un
vengeur
Attend son heure,
La mauvaise heure. Elle couvait,
l'étincelle,
Elle attendait toujours,
Au carrefour vaste et large
Et commençait à pâlir.
Ainsi les Germains ont incendié
La grande maison, et la famille,
La famille des Slaves, ils l'ont
dissociée ;
Sournoisement, ils ont lâché
Le cruel serpent des luttes fratricides.
Des flots de sang coulèrent,
Éteignirent l'incendie,
Et les Germains se partagèrent
Les tristes décombres
Et les orphelins.
Ils grandirent dans les fers,

Les fils des Slaves,
Et oublièrent dans la servitude
Ce qu'ils étaient au monde.
Mais, dans les décombres de jadis,
L'étincelle de fraternité couvait.
Elle couvait, elle attendait
Des mains fortes et hardies.
Elles vinrent. Alors jaillit,
Du plus profond des cendres,
La belle flamme, le cœur hardi,
Les yeux d'aigle intrépides.
Tu as allumé, Ô sage,
Le flambeau de la liberté
Et de la vérité.
Des Slaves la grande famille,
Dans les ténèbres de la servitude,
Tu as dénombré jusqu'au dernier :
Tu n'as compté que des cadavres
Il n'était plus de Slaves. Tu t'es dressé
Sur les grands charniers,
Sur les carrefours du monde,
Tel Ézéchiël.
Et, Ô miracle ! Les cadavres se
levèrent,
Ils ouvrirent leurs yeux.
Le frère étreignit son frère
Le doux mot d'amour
Et ils se dirent
Pour l'éternité.
Dans une seule mer se jetèrent
Tous les fleuves slaves.

Gloire à toi, ô sage
Tchèque qui sus être slave !
Toi qui n'as pas laissé périr
Au gouffre germain
Notre vérité ! Ta mer,
Celle des Slaves, la nouvelle,
Ainsi sera déjà pleine,
Et ta barque voguera,
À toutes voiles,
Avec un bon gouvernail.
Elle naviguera sur la mer libre
Aux larges vagues.
Gloire à toi, [le slovaque Pavel Jozef]
Safarik,
Dans les siècles des siècles,
Toi qui as réuni dans une seule mer
Tous les fleuves slaves !

Reçois aussi dans ta gloire
Ma pauvre obole,
Ma *douma* indigente
Du saint Tchèque,
Du grand martyr,
Du glorieux Hus.
Accueille-la, mon père,
Et moi, doucement,
Je prierai Dieu
Que tous les Slaves deviennent
De bons frères,
Fils du soleil de la vérité,
Et qu'ils deviennent des hérétiques
Tel que celui de Constance,
Le sublime hérétique.
La paix au monde ils donneront
Et la gloire éternelle...



Trêve de niaiseries! Assez de ténèbres! Comprenons-le!

Quel est l'enjeu de ce monde? De quoi avons-nous besoin?

Nous avons besoin de voir le maoïsme incarné, ce qu'il est, qu'il commence à engendrer des Partis Communistes, à maîtriser, à diriger cette nouvelle vague de la révolution prolétarienne mondiale qui nous arrive.

Tout ce qu'ils ont dit, de simples discours creux et stupides à propos de la fameuse « nouvelle ère de paix »; où en sommes-nous? Qu'adviennent-il de la Yougoslavie? Des autres? Tout est politisé; un mensonge. Aujourd'hui il n'y a qu'une réalité, ce sont les mêmes rivaux de la première et de la deuxième guerre mondiale qui génèrent et préparent la troisième et nouvelle guerre mondiale.

Il faut le savoir et nous, fils d'un pays opprimé, nous faisons partie du butin. Nous ne pouvons pas l'accepter! Assez d'exploitation impérialiste! Il faut en finir avec eux!

Nous sommes le troisième monde et la base de la révolution prolétarienne mondiale, à une condition, que les Partis Communistes arborent et dirigent. Voilà ce qu'il faut faire!

**Discours donné par Gonzalo, le 24 septembre 1992,
dans le cadre de son emprisonnement**

L'apologie romantique de Stepan Bandera comme expression d'un nationalisme romancé

Depuis les événements de la Place Maïdan en 2014, c'est la fraction nationaliste pro-occidentale des oligarques ukrainiens qui est au pouvoir. Ceux-ci sont liés à l'Ouest de l'Ukraine, à la Galicie notamment qui n'a été que tardivement formellement ukrainienne.

La fraction nationaliste pro-occidentale a remplacé la fraction pro-russe qui était représentée par Ianoukovytch, s'étant lui-même exilé en Russie en 2014. Les oligarques pro-occidentaux, n'ont cessé d'exacerber un nationalisme ardent depuis leur prise de pouvoir, pour se légitimer en tant que clique au pouvoir.

Pour cela, ils font appel à la figure nationaliste de Stepan Bandera, de l'UPA (Armée Insurrectionnelle Ukrainienne) et de l'OUN (Organisation des Nationalistes Ukrainiens) qui ont joué un rôle important dans les massacres de Polonais en Volhynie dans la guerre anti-soviétique et surtout dans l'application de la Solution Finale nazie en Ukraine.

C'est à dire qu'ils ont pleinement participé à la Shoah par balle en Ukraine en aidant notamment les troupes nazies pendant le massacre de Babi Yar.

Stepan Bandera, un nationaliste antisémite, antipolonais, anticomuniste et pro-nazi

Stepan Bandera rejoint l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens en 1928, en entrant à l'école Polytechnique de Lviv qui à l'époque est une ville polonaise. Il fait partie des cadres dirigeants de l'organisation, il y est notamment en charge de la propagande.

Il part ensuite pour l'Allemagne dont il revient en 1933, et deviendra, d'après un rapport de l'ONU de 1947, à partir de 1934 un agent du

renseignement nazi et membre dans la section spéciale de la Gestapo. Il est responsable de la zone de l'Ouest de l'OUN et dirige un nombre important d'assassinats politiques, surtout contre des civils ukrainiens accusés d'être des traîtres.

Après l'assassinat par les nationalistes ukrainiens du ministre de l'Intérieur polonais en 1934, il est condamné à mort par deux fois, mais sa peine est modifiée en prison à perpétuité.

Cependant l'Allemagne Nazie le libère lors de l'invasion de la Pologne en septembre 1939. Les forces nazies lui donne des armes, fournissent des camps d'entraînements.

Quelques jours après la déclaration d'indépendance de l'Ukraine, il est arrêté par les nazis le 5 juillet 1941, il continue de diriger l'OUN depuis sa prison. Il est libéré de prison en 1944 et continue d'inciter les masses ukrainiennes à combattre l'Armée Rouge.

Après avoir collaboré avec les forces fascistes en Allemagne, où il avait trouvé refuge par ailleurs, Bandera en sentant la victoire de l'Armée Rouge sur le nazisme en Europe se précipita chercher de l'aide auprès des impérialistes anglais et américains.

Ceux-ci l'ont couvert alors que l'Armée Rouge et les forces démocratiques et populaires présentes dans l'Est de l'Allemagne cherchait à l'éliminer en tant qu'ennemi du peuple ukrainien.

L'Armée Rouge, en mai 1946, emprisonna, captura et tua bon nombre de criminels de guerre et bandits fascistes, d'après l'Université du Nord-Est de Boston, au nombre de 110 825 rien que pour 1946 et ces chiffres auraient doublé jusqu'en 1950.

Bandera, mais surtout son organisation continuera d'ailleurs son travail de sape anti-communiste, anti-ukrainien et anti-soviétique après la guerre, en dirigeant à distance, avec la protection des forces impérialistes et le soutien financier de l'impérialisme anglais et de la CIA, la guérilla en Ukraine qui continuera de se rendre coupable d'actes terroristes contre la population ukrainienne polonaise et russe jusqu'à la dissolution de l'UPA en 1954.

Ce fut notamment le cas le 28 mars 1947 où un commando de l'UPA assassina le général communiste polonais Karol Świerczewski, dit Général Walter lors d'une embuscade alors que celui-ci venait effectuer une inspection de garnison dans la région frontalière avec l'Ukraine des Bieszczady.

Mais l'UPA n'ayant pas de soutiens dans les larges masses en Ukraine disparaîtra peu à peu suite aux offensives du Ministère de l'Intérieur soviétique. Ainsi son principal commandant en Ukraine, Roman Choukhevytch, sera abattu en 1950.

Depuis, coupé de soutien populaire et de nouveaux militants, les agitateurs fascistes se voient obligés de se dissoudre en 1954.

Bandera quant à lui continue de vivre en exil en Allemagne sous une fausse identité protégé par les impérialistes anglais et sous la couverture des impérialistes américains.

Il essaiera, avec l'aide notamment des services de renseignements ouest-allemands, le BND, dirigés par un ancien nazi, d'infiltrer des fascistes ukrainiens sur les terres de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine. Après une longue traque qui commença au sortir de la Guerre, il finira par être éliminé en 1959 par le KGB.

Stepan Bandera, liant pour la faction pro-occidentale de la bourgeoisie bureaucratique ukrainienne

Bandera est donc un nationaliste ukrainien pro-fasciste ayant collaboré avec le IIIe Reich, le fait qu'il soit aujourd'hui célébré depuis les événements de la place Maïdan témoigne du

chaos régnant au sein de la clique bourgeoise bureaucratique en Ukraine.

S'il y avait eu une sorte de statu quo, dû au fait que la faction pro-russe avait une importance énorme dans le pays, étant historiquement plutôt à l'Est de celui-ci.

Mais depuis que celle-ci a été évincée par la fraction nationaliste, pro-occidentale, pour légitimer leur pouvoir ils ont usé d'un nationalisme ardent et même financé des paramilitaires fascistes comme la brigade Azov avant de les intégrer dans l'armée régulière ukrainienne.

Stepan Bandera est utilisé comme liant pour unir les masses ukrainiennes dans la volonté de la clique bureaucratique nationaliste, pro-occidentale, de brutalement mettre fin à la domination de la clique bureaucratique pro-russe.

Ainsi Porochenko, président de 2014 à 2019, remplace la Journée du défenseur de la Patrie, ayant lieu le 23 février, qui était une fête soviétique nommée « journée de l'Armée et de la Marine soviétique » à partir de 1949, par une fête le 14 octobre commémorant la fondation de l'UPA.

Et cette même clique réécrit entièrement l'Histoire ukrainienne, en dénonçant Staline et sa politique dans les Républiques Soviétiques, qui a justement permis aux larges masses ukrainiennes d'apprendre la langue ukrainienne.

Aujourd'hui, alors même que ces peuples sont des peuples avec une histoire commune, des siècles de métissages culturels, il y a un véritable repli nationaliste comme peut en témoigner une simple phrase de Dmytro Kouleba, ministre des affaires étrangères ukrainien dans une interview donnée à Libération en date du 6 avril 2021 :

« Lors de leur rencontre à Paris en décembre 2019, le président Volodymyr Zelensky avait semblé plutôt enclin au dialogue avec Vladimir Poutine. Qu'en est-il désormais ? »

Une des raisons du changement de comportement du président Poutine est qu'il a sous-estimé le président Zelensky. »

Les Ukrainiens s'imaginent bien entendu invincibles, car soutenu par les États-Unis.

Ceux-ci d'ailleurs veulent rentrer dans l'OTAN aujourd'hui, et multiplient les demandes d'aides diplomatiques. C'est là le sens des différents voyages de Zelensky en Europe et dans le monde, comme sa rencontre avec le président français Emmanuel Macron mi-avril 2021.

Plus tard Kouleba poursuit :

« Les officiels russes associent systématiquement Washington à l'Ukraine dans leurs déclarations. Assisté-t-on à un premier test de l'administration Biden ? »

Absolument.

Moscou est en train de tester Washington, c'est un des buts affichés. Je suis satisfait de la manière dont les Etats-Unis répondent. En une semaine, les ministres des Affaires étrangères de nos pays, ceux de la Défense, les chefs d'état-major, les conseillers à la sécurité et finalement les deux présidents, se sont parlé.

C'est la première fois que nous avons une telle diversité de contact avec les Etats-Unis sur une période si courte.

Les messages que nous avons entendus des Américains, que nous avons rendus publics, ont certainement été entendus à Moscou. »

C'est ici une illustration de la volonté des nationalistes ukrainiens, historiquement et culturellement pourtant liés à la Russie (dès le Rus' de Kiev), ils font comme Bandera et au lieu de s'émanciper pleinement aujourd'hui de l'impérialisme russe, ils veulent se soumettre à un autre impérialisme (d'abord allemand puis américain - anglais pour Bandera), l'impérialisme américain aujourd'hui.

C'est bien là le sens des agitations diplomatiques du président Zelensky ces derniers jours.

Ainsi, il est logique que Bandera soit célébré dans les rues ukrainiennes, comme ce fut le cas le 1er janvier de cette année où plus d'un millier de personnes ont marché au flambeau dans les rues de Kiev à sa gloire, et ce malgré que le président actuel soit lui-même juif, puisque c'est la fraction nationaliste de la bourgeoisie bureaucratique qui l'a placé là.

La figure de Bandera permet à elle seule de récrire l'histoire récente de l'Ukraine, d'entamer « naturellement » un rapprochement sur la base d'une soumission avec l'Ouest. La fraction nationaliste de la bourgeoisie bureaucratique ukrainienne est liée aux couches occidentales de l'Ukraine, les mêmes territoires où l'UPA avait un réel poids.

C'est à dire principalement la Galicie, qui était jusqu'en 1939 sous domination polonaise, ce sont les territoires les plus occidentaux de l'Ukraine, n'ayant été rattaché à l'Ukraine en tant que tel que grâce à l'Union Soviétique avec l'ajustement de la ligne Curzon après la seconde guerre mondiale.

L'utilisation des banderistes permet de nier que l'Ukraine est au contraire ukrainienne grâce à l'action des communistes ukrainiens qui ont permis de développer pleinement la culture ukrainienne.

On se retrouve ainsi aujourd'hui comme au temps du Tsar, avec une Russie impérialiste qui nie totalement les autres peuples présents dans la région et rêve d'une Grande-Russie et des nationalistes ukrainiens qui nient pleinement l'Histoire et préfère se tourner vers une romance totale en pensant pouvoir s'en sortir comme par miracle avec l'aide des États-Unis. ■

La superpuissance américaine assume une hausse des taux d'intérêt pour se relancer, asphyxiant au passage l'économie mondiale

Le premier trimestre de l'année 2021 a été marqué par de fortes tensions sur le marché de la dette publique américaine. La plus grosse puissance mondiale assume de voir les taux d'intérêt de sa dette s'envoler pour garantir l'hégémonie du dollar, entraînant avec elle l'économie mondiale et multipliant les risques de crises monétaires partout dans le monde.



Lorsque le nouveau président américain Joe Biden a annoncé un méga-plan de relance (qui devrait engendrer plus de 3 000 milliards de dollars d'investissement public), associé à une campagne massive de vaccination dans le pays, cela a produit un mouvement de confiance général dans le fait que le capitalisme américain va se relancer massivement en 2021.

Il y a la perspective d'une croissance annuelle record. Rien que pour le mois de mars 2021, les ventes au détail ont connu un emballement (+9,8%), bien plus fort que ce qui était attendu (+5,3 %), ce qui est un indicateur marquant, bien que tout à fait relatif.

Que la perspective de sortie de crise américaine soit vraie ou non n'est pas toutefois pas la question puisque ce qui compte ici est la perception que cela engendre sur les marchés financiers. De leur point de vue, c'est à la fois une « bonne nouvelle » (en tous cas c'est le contraire d'une « mauvaise nouvelle »), mais en même temps cela implique qu'il faille prévoir une forte inflation, ce qui a de beaucoup d'implications.

On a là une contradiction majeure entre la base industrielle du capitalisme (investissement de capital associé à l'exploitation du travail pour produire de la plus-value) et qui bénéficie de manière simple et en apparence linéaire d'une croissance de l'économie, avec le développement financier du capitalisme dans sa phase impérialiste, qui complexifie grandement la nature des rapports économiques.

Dans le premier cas, l'inflation (augmentation générale des prix) est vue comme quelque-chose de naturel exprimant simplement la croissance économique et le développement des valeurs représentées par la monnaie. Dans le second, l'inflation est considérée comme un facteur réduisant la valeur numéraire des placements financiers.

Autrement dit, pour les actionnaires (= le capitalisme industriel), l'inflation est synonyme de plus de revenu absolu, mais pour les détenteurs d'obligations publiques ou privées (= le capitalisme financier), l'inflation est synonyme d'une baisse de la valeur relative du capital non inséré dans un cycle productif.

C'est un immense problème pour le capitalisme et c'est pourquoi cette question de l'inflation est la préoccupation majeure des banques centrales des grandes puissances, dont le rôle est de garantir la valeur de la monnaie. Les banques centrales européennes et américaines ont par exemple normalement le même objectif qui est de maintenir respectivement l'inflation de l'euro et du dollar sous la barre des 2 %.



C'est toutefois incompatible avec un mouvement de relance de l'économie et la banque centrale américaine a décidé de passer en force, au nom de la relance.

Elle a d'ors et déjà annoncé que l'inflation du dollar pourrait atteindre les 2,4 %, sous entendu qu'elle ne ferait rien contre un dépassement au-delà de 2 %, ce qui est très lourd de sens (d'autant plus que ces 2,4 % d'inflation sont un minimum auquel personne ne croit, ce sera très probablement bien plus).

Le corollaire est très simple : au premier trimestre de l'année 2021, les taux d'intérêts américains se sont envolés avec un petit mouvement de panique à la mi-février, et rien ne garantit qu'ils ne vont pas continuer à grimper.

Fin mars, le taux du bon du trésor américain à échéance de dix ans a atteint les 1,77 %, alors qu'il était encore de 0,5 % en août 2020. Cela implique directement deux choses. D'une part, que cela « coûte » plus cher pour l'État américain de s'endetter, d'autre part que le marché de la dette publique américaine (le marché de « l'occasion » des emprunts d'État) recule.

En effet, lorsque le taux d'une obligation monte, sa valeur baisse. Cela paraît contre-intuitif, mais c'est lié au fait justement que la valeur d'une obligation est relative à la valeur d'une monnaie sur le long terme. Et en tous cas, cela fait que ce marché de la dette publique américaine, le plus important du monde, a reculé de 4,6 % sur les trois premiers mois de l'année 2021. C'est gigantesque.

Il y a à cela une conséquence indirecte, qui est que l'ensemble des marchés obligataires de part le monde sont impactés, ou potentiellement impactés, du fait de l'hégémonie du dollar dans le monde et de son rôle de valeur de référence. Autrement dit, en raison de la situation américaine, les taux d'intérêt partout dans le monde sont amenés à augmenter, ou ont déjà augmenté en partie comme c'est le cas pour l'euro, mais aussi pour de nombreux pays dit émergents. Naturellement, cela influe directement sur la valeur des monnaies elles-mêmes.

Nous avons abordé déjà à plusieurs reprises dans la revue *Crise* cette question des taux d'intérêt et de la dette publique. Rappelons ici simplement deux choses : d'abord que l'économie mondiale, et notamment celle des États, est totalement dépendante de taux d'intérêt bas pour soutenir l'endettement généralisé, ensuite qu'il y a des interventions absolument massives de la part des banques centrales pour garantir contre vents et marées la persistance de ces taux d'intérêts bas.

Ce qui se passe actuellement est très simple à comprendre. La superpuissance américaine assume totalement de laisser s'envoler les taux d'intérêts pour maintenir son hégémonie économique mondiale, en asphyxiant l'économie mondiale. L'impérialisme américain considère qu'il a les moyens d'absorber une telle envolée des taux d'intérêt au nom de la relance, ce qui n'est pas forcément le cas pour le reste de l'économie mondiale.

Un pays comme la France est directement menacé par la situation américaine, puisqu'il est massivement endetté et dépend pour survivre de taux d'intérêt bas (voire négatifs). Un emballement des taux d'intérêt signifie pour la France ni plus ni moins qu'un risque d'effondrement, probablement dans le sillage d'un pays comme l'Italie, encore plus vulnérable de ce point de vue.



Cela est encore plus vrai pour un capitalisme faible comme la Turquie, qui connaît depuis le mois de mars 2021 une crise monétaire majeure.

La livre turque s'est effondrée de près de 10 % par rapport à l'euro en un jour après le limogeage du gouverneur de la banque centrale... qui avait justement décidé de relever les taux d'intérêt directeurs dans le but de lutter contre l'inflation, ce qu'a refusé le régime, considérant pouvoir forcer l'économie à aller dans son sens.

La Syrie, le Liban ou encore le Venezuela connaissent d'ors et déjà une crise monétaire majeure. Et le risque monétaire en raison de la situation américaine est mondial, comme l'a affirmé le Fond monétaire international dans une communication du mois d'avril 2021, en parallèle de son Rapport sur la stabilité financière dans le monde :

« Il est clair que les taux mondiaux restent faibles par rapport à leurs niveaux du passé ; mais la rapidité des ajustements de taux pourrait entraîner une volatilité malvenue sur les marchés financiers mondiaux, comme nous l'avons déjà observé cette année.

La valorisation des actifs se fait sur une base relative et le prix de tout actif financier, qu'il s'agisse d'un crédit hypothécaire ou d'une obligation émise par un pays émergent, est lié de façon directe ou indirecte aux taux de référence américains. La hausse rapide et persistante des taux cette année s'accompagne d'une montée de la volatilité, avec le risque que ces fluctuations s'intensifient.

Toute augmentation brusque et inattendue des taux américains pourrait résulter en un resserrement des conditions financières si les investisseurs adoptaient une attitude visant à réduire l'exposition au risque et protéger le capital. Cela pourrait poser un problème pour les prix des actifs à risque : les valorisations paraissent excessives dans certains segments des marchés financiers et les sources de vulnérabilité se multiplient dans certains secteurs.

Jusqu'ici, les conditions financières mondiales restent globalement accommodantes. Mais dans les pays où la reprise se fait attendre et la vaccination prend du retard, l'économie n'est peut-être pas prête à encaisser un resserrement des conditions financières. Les dirigeants pourraient se retrouver contraints de recourir aux politiques monétaire et de change pour compenser un éventuel resserrement.

Certes, les rendements des obligations d'État ont également augmenté légèrement dans des pays d'Europe et d'ailleurs — quoique dans une moindre mesure qu'aux États-Unis — mais ce sont surtout les pays émergents qui

suscitent l'inquiétude, car l'appétit des investisseurs pour le risque peut y évoluer très vite.

À l'heure où bon nombre de ces pays ont d'importants besoins de financement extérieur, un resserrement fort et soudain des conditions financières mondiales pourrait mettre en péril leur redressement après la pandémie. La récente volatilité des flux d'investissements de portefeuille vers les pays émergents illustre la fragilité de ces flux.

Plusieurs pays émergents disposent de réserves de change suffisantes et les déséquilibres extérieurs sont dans l'ensemble moins prononcés, en raison de la forte compression des importations, mais quelques pays émergents pourraient rencontrer des difficultés à l'avenir, surtout si l'inflation augmentait et si le coût de l'emprunt poursuivait sa hausse.

Les rendements des titres libellés en monnaies de pays émergents ont augmenté de façon marquée, sous l'effet notable d'une hausse des primes d'échéance. Selon notre estimation, une hausse de 100 points de base des primes d'échéance aux États-Unis va de pair, en moyenne, avec une hausse de 60 points de base des primes d'échéance dans les pays émergents.

De nombreux pays émergents connaissant des besoins de financement considérables cette année, la montée des taux présente un risque pour eux lorsqu'ils refinanceront leur dette et financeront d'importants déficits budgétaires au cours des mois à venir. Les pays dont la position économique est plus précaire, en raison par exemple d'un accès restreint aux vaccins, pourraient aussi enregistrer des sorties d'investissements de portefeuille. L'accès au financement reste une préoccupation de premier plan pour de nombreux pays préémergents, qui n'ont que peu accès aux marchés obligataires.

À mesure que les pays ajustent leurs stratégies de lutte contre la pandémie, les grandes banques centrales devront s'armer de prudence au moment d'annoncer leurs objectifs de politique monétaire, afin d'éviter qu'une volatilité excessive ne s'empare des marchés financiers. Il se peut que les pays émergents doivent envisager de prendre des mesures pour remédier à un resserrement excessif des conditions financières intérieures. Mais en agissant sur les plans monétaire, budgétaire et macroprudentiel, ainsi que sur les flux de capitaux et le marché des changes, ils devront être attentifs aux interactions entre ces mesures et à leur propre situation économique et financière. »

La situation est donc très claire. Le capitalisme est dans une phase caractérisée de sa seconde crise générale. La concurrence va être rude entre les pays en raison de la bataille pour l'hégémonie et du risque d'effondrement monétaire ; les peuples du monde et les travailleurs des grandes puissances vont être soumis à une grande pression pour assumer le prix de la crise. ■

Sommaire des numéros précédents de Crise

1 – mai 2020 ■ La seconde crise générale du capitalisme ■ Quelques données éparses sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020 ■ La crise générale du capitalisme et le sursaut de la civilisation ■ Crise du capitalisme et intensification de la productivité : le rôle des animaux dans la chute tendancielle du taux de profit ■ Karl Marx et la crise de surproduction ■ Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises ■ L'erreur d'Eugen Varga ■ L'erreur de Paul Boccara ■ À propos de la crise capitaliste en cours

2 – juin 2020 ■ Le concept de décadence pour saisir la substance de la crise générale du mode de production capitaliste ■ Le rôle déterminant de la sur-alimentation pour le contournement des crises de surproduction de marchandises alimentaires et de capitaux liés à l'agro-industrie ■ Les crédits garantis en masse par les États pour les entreprises, une contribution forcenée à la surproduction ■ Pourquoi l'opinion publique française n'a-t-elle pas saisi immédiatement l'ampleur de la crise ? ■ La vague de faillites et de licenciements attendue à partir de septembre en France ■ La Belgique, particulièrement touchée par la crise du covid-19 ■ L'affrontement sino-américain au cœur de la crise ■ L'affrontement Chine – États-Unis, au cœur de la bataille pour le repartage du monde ■ L'antisémitisme qui va surgir en France de la seconde crise générale du capitalisme ■ Sur la crise générale du capitalisme [1995]

3 – juin 2020 ■ La crise générale du capitalisme n'a ni « avant » ni « après », ni « cause » ni « conséquence » ■ Crise générale et guerre impérialiste : le chef d'état-major de l'armée de terre française annonce les conflits militaires ouverts pour 2030 ■ Qu'est-ce que la crise générale du capitalisme ? □ Le concept de crise □ La première crise générale du capitalisme définie par l'Internationale Communiste □ La conception erronée d'un capitalisme organisé □ L'approfondissement du capitalisme au-delà de la première crise □ La découverte de la modernisation du capitalisme □ La seconde crise générale du capitalisme □ La révolution mondiale comme réponse ■ La violence armée à Dijon de juin 2020, déchéance de la révolte de 2005, expression de la crise générale de l'armée de réserve industrielle

4 – juillet 2020 ■ 10 critères + 3 pour caractériser la crise générale du mode de production capitaliste ■ Comment interpréter l'effondrement du PIB français ? ■ La crise générale du mode de production capitaliste n'est pas « économique » ■ La seconde crise générale du capitalisme dans l'automobile française ■ Les événements à Dijon nécessitent de comprendre l'armée de réserve et le cannibalisme social ■ Cannibalisme social : Exarcheia juillet 2016 ■ Ce qui se passe dans le monde capitaliste en 1934 ■ Problèmes de la formation des monopoles et théorie du « capitalisme organisé »

5 – août 2020 ■ Pourquoi les capitalistes pensent-ils que la crise générale du capitalisme n'est qu'une récession ? ■ La politique monétaire de la Banque centrale européenne comme produit mécanique de la crise de surproduction de capital ■ Les « théories » social-démocrates de l'impérialisme [et de la crise, 1936] ■ Le processus des faillites d'entreprises avec la crise ■ Notes sur les mesures de soutiens aux entreprises par l'État français ■ La seconde crise générale du capitalisme et le concept de « cycle » : la question de la négation de la négation

6 – septembre 2020 ■ La crise et la généralisation du capitalisme à crédit ■ La crise et les deux restructurations du capitalisme ■ La crise du Covid-19, un aspect urbain de la Biosphère ■ La crise générale du capitalisme (1950) ■ La forme de la seconde crise générale du capitalisme

7 – octobre 2020 ■ France : l'assassinat islamiste de Conflans-Saint-Honorine comme crise dans la crise et tournant dans la centralisation vers un « capitalisme patriote » ■ Les modalités de la seconde crise générale du capitalisme : contraste, différenciation, lutte, développement ■ À propos des classes sociales en France ■ Qu'est-ce que la crise du pouvoir de la bourgeoisie ? ■ La guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ■ La Turquie, maillon faible de la chaîne des pays dépendants ■ Brigades Rouges: Crise, guerre impérialiste et guerre de classe (1980)

8 – janvier 2021 ■ Les PIB belge et français en 2020 : une dette budgétaire impliquant la restructuration capitaliste ■ Les contours militaires des prochains conflits impérialistes et la substance de la guerre populaire au 21^e siècle ■ Le capital e-commercial dans la seconde crise générale du capitalisme ■ La restructuration, terrain contradictoire de l'affrontement élémentaire à l'exemple de la séquestration en France ■ L'industrie de la reproduction humaine illustre une énième facette de la seconde crise générale du capitalisme ■ Colonne Walter Alasia (1983) : Crise du mode de production capitaliste, centralité ouvrière ■ Les éléments de compréhension de la domination du 24 heures sur 24 du capitalisme chez Marx ■ La Nouvelle-Calédonie, un pays semi-féodal, semi-colonial secoué par la seconde crise générale du capitalisme ■ Staline sur l'utilisation des processus économiques, des lois économiques

9 – février 2021 ■ Seconde crise générale du capitalisme : 2021-2022 en perspective ■ La fermeture des remontées mécaniques des stations des ski en France, un marqueur de la seconde crise générale du capitalisme ■ La tendance à la guerre sera-t-elle le terrain de la restructuration dans la seconde phase de la seconde crise générale du capitalisme ? ■ La dette publique comme talon d'Achille de l'impérialisme français ■ Le Pôle de Renaissance Communiste en France, une structure nationaliste tentant de fausser le concept de crise générale du capitalisme ■ Un aperçu de l'état et du rôle des zones humides dans le monde grâce à la Convention de Ramsar ■ La vie dans la métropole impérialiste mise à nue par la pandémie ■ La maladie incurable du capitalisme - La crise économique (1975) ■ L'État Islamique comme expression de la crise générale en tant que retour à l'esclavagisme ■ Le parlement flamand salue d'anciens nazis : un exemple de l'expression de la crise générale belge

10 – mars 2021 ■ À tous ceux qui ont compris À tous ceux qui ont compris durant le confinement que le monde ne tournait pas rond ■ À tous ceux qui ont compris Un an de pandémie, un an de crise générale du capitalisme ■ À tous ceux qui ont compris Crise sanitaire : une chronologie ■ Mars 2020 - PCF(mlm) : La maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), un produit du mode de production capitaliste

11 – avril 2021 ■ Seconde crise générale du capitalisme : le nouveau rôle de l'OTAN ■ L'origine du conflit Russie-Ukraine : la compétition entre l'expansionnisme russe et la superpuissance américaine ■ Un an après, le capitalisme n'est pas relancé et la crise économique s'installe en profondeur ■ Les semi-conducteurs au cœur de la seconde crise générale ■ La crise générale, c'est la question de la mise à jour des forces productives ■ Guerre et restructuration : l'OTAN, instrument d'unification politique et militaire du capital – 1984 ■ Un exemple de réponse à la crise traversée par la lutte des classes : la stratégie « zéro covid » ■ Documents : l'appel #ZéroCovid - la Great Barrington Declaration - l'appel « Regagnons nos libertés par la stratégie Zéro Covid solidaire »